

**Assemblée générale**

Soixante-quatrième session

33^e séance plénièreLundi 2 novembre 1009, à 20 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Treki (Jamahiriya arabe libyenne)

La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 85 de l'ordre du jour**Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique**

Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A/64/257)

Projet de résolution (A/64/L.7)

Le Président (*parle en arabe*) : J'ai le plaisir d'inviter M. Mohamed ElBaradei, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à présenter le rapport de l'Agence pour l'année 2008.

M. ElBaradei (Agence internationale de l'énergie atomique) (*parle en anglais*) : C'est la dernière allocution que je ferai devant l'Assemblée générale en tant que Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Depuis ma première intervention devant l'Assemblée, en 1998, l'Agence, qui était alors une organisation à caractère technique relativement peu connue dont les travaux intéressaient essentiellement les spécialistes du nucléaire, est devenue l'un des principaux acteurs au centre des problématiques critiques touchant à la paix et à la sécurité internationales. L'indépendance et l'objectivité de l'Agence en matière de vérification, de sûreté et de sécurité nucléaires lui ont valu un respect universel. Nous avons également réalisé des progrès

considérables pour que les pays en développement puissent bénéficier des technologies nucléaires afin d'avoir plus facilement accès à l'énergie, aux soins de santé, à l'alimentation et à une eau salubre.

Si, après 12 années de service, je pars fier des nombreuses réalisations de l'AIEA, je ne laisse pas également d'éprouver quelque déception de nous voir livrer aujourd'hui les mêmes batailles que dans les années 90 pour nous assurer un financement suffisant, de ce que le volet développement de notre mandat souffre d'un sous-financement chronique et de ce que nous ne disposons toujours pas de la base juridique voulue pour pouvoir nous acquitter pleinement de notre tâche en ce qui concerne la sûreté, la vérification et la sécurité nucléaires.

Sur un plan plus positif, le désarmement nucléaire, qui n'avait enregistré aucun progrès pendant les deux décennies qui ont suivi la fin de la guerre froide, occupe de nouveau une place prioritaire dans l'ordre du jour international, et il y a lieu d'espérer que des progrès décisifs se réaliseront. J'y reviendrai tout à l'heure.

Premièrement, je me propose d'esquisser les grandes lignes des principaux changements survenus dans l'activité de l'AIEA au cours des 12 dernières années, après quoi je proposerai quelques réflexions sur l'avenir de l'Agence et sur l'environnement international dans lequel elle œuvre.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



Je commencerai par l'énergie nucléaire. Le monde semble sur la voie d'un accroissement considérable de son utilisation de l'énergie nucléaire, des dizaines de pays ayant exprimé le souhait d'intégrer cette énergie à leur panier énergétique. Comme on pourrait s'y attendre, la plupart d'entre eux appartiennent au monde en développement, où le besoin urgent s'est fait sentir d'augmenter considérablement l'approvisionnement en électricité pour pouvoir sortir les populations de la pauvreté. L'énergie est le moteur du développement. Pour un grand nombre de pays, l'énergie nucléaire, avec ses bonnes performances et son bon bilan en matière de sûreté, offre un moyen de répondre à la demande croissante d'énergie, de réduire la vulnérabilité aux fluctuations des cours des combustibles fossiles et de lutter contre les changements climatiques. L'AIEA a revu ses priorités afin de se concentrer davantage sur les programmes d'énergie nucléaire de ceux que nous appelons les nouveaux venus.

La sûreté nucléaire s'est notablement améliorée depuis le choc de Tchernobyl en 1986, mais le risque d'accidents ne peut jamais être complètement éliminé. C'est dans notre intérêt à tous de veiller au respect universel des normes de sûreté les plus strictes. Les normes de sûreté de l'AIEA sont devenues l'étalon mondial et ont été adoptées récemment par l'Union européenne. J'aimerais que ces normes de sûreté soient acceptées par tous les pays et, dans l'idéal, qu'elles soient contraignantes.

Pour ce qui est du développement de notre mandat, l'Agence est le véhicule principal du transfert multilatéral de technologies nucléaires : elle aide les pays à utiliser les techniques nucléaires pour l'alimentation et l'agriculture, la santé, les ressources en eau et l'environnement. Nos activités de coopération technique ont modifié la donne. Par exemple, les mutations de récoltes induites au moyen de techniques nucléaires ont permis de produire un riz tolérant le sel et un blé résistant à la sécheresse, ce qui a amélioré la nutrition, la sécurité alimentaire en même temps que les perspectives économiques des agriculteurs. De même, les données isotopiques constituent un instrument unique en son genre pour déterminer la disponibilité et la vulnérabilité à long terme des réseaux d'eaux souterraines afin de garantir un approvisionnement fiable en eau douce à la génération suivante.

Notre Programme d'action en faveur de la cancérothérapie (PACT) donne un nouvel espoir aux malades du cancer et à leur famille dans les pays en développement, où l'incidence du cancer continue d'augmenter de manière inexorable. Vingt-sept des 53 pays d'Afrique, par exemple, ne disposent d'aucun service actif de radiothérapie – pas de dépistage, pas de diagnostic précoce, pas de programmes de soins palliatifs. Dans d'autres régions d'Afrique, il y a un appareil de radiothérapie pour 70 millions de personnes, tandis qu'en Europe, il y en a un pour 250 000 personnes.

En 1998, le budget total de notre programme de coopération technique n'était que de 80 millions de dollars par an. Dix ans plus tard, en 2008, ce programme a décaissé 96 millions de dollars, une augmentation négligeable, à mon avis, si l'on tient compte de l'inflation et de l'augmentation des membres de l'Agence – de 127 à 150 – ainsi que des besoins de développement croissants des États membres. Nous pouvons et devons faire bien davantage, mais pour cela, il faudra augmenter considérablement les financements – lesquels, hélas, n'ont pas été mis à notre disposition. J'exhorte les pays donateurs à reconnaître le lien qui existe entre la sécurité, à laquelle chacun ici aspire, et le développement. Sans développement, il ne peut y avoir de sécurité, et vice-versa.

Améliorer le sort des deux milliards de personnes, soit un tiers de l'humanité, qui vivent avec moins de 2 dollars par jour, n'est pas seulement la bonne chose à faire d'un point de vue moral, c'est aussi une démarche intelligente. En contribuant à lutter contre les causes profondes de l'instabilité et de l'insécurité, y compris les conflits endémiques, la mauvaise gouvernance et la pauvreté, nous faisons en sorte que les pays soient moins tentés d'acquiescer des armes nucléaires ou d'autres armes de destruction massive.

La menace la plus grave qui pèse sur le monde aujourd'hui tient, selon moi, au fait que des extrémistes pourraient s'emparer de matières nucléaires ou radioactives. Dans le sillage des attentats du 11 septembre, l'AIEA a lancé un vaste programme pour lutter contre le risque de terrorisme nucléaire. Je suis fier de la rapidité et de l'efficacité avec lesquelles l'Agence a mis en place un programme de sécurité nucléaire opérant, qui, au cours des trois dernières années, a fourni aux États membres l'équivalent de

50 millions de dollars d'aide sous forme de matériel, de formation et autres.

Toutefois il est déconcertant que la sécurité nucléaire continue d'être financée presque exclusivement par des contributions volontaires, lesquelles sont assorties de nombreuses conditions et sont à la fois insuffisantes et imprévisibles. Il faut faire bien davantage. Le nombre de cas de trafic illicite et autres activités non autorisées signalés à notre Base de données sur le trafic nucléaire, plus de 200 l'an passé, demeure une grave source de préoccupation et pourrait bien ne représenter que la partie visible de l'iceberg.

L'environnement mondial en matière de non-prolifération a radicalement évolué ces 20 dernières années. La manière dont l'Agence applique les garanties a elle aussi subi une métamorphose : nous sommes passés de la simple vérification des matières nucléaires déclarées sur le site des installations déclarées à l'analyse des informations portant sur l'intégralité du programme nucléaire d'un État et, surtout, à la vérification de l'absence d'activités non déclarées. Le modèle de protocole additionnel, approuvé en 1997, est devenu un instrument de vérification capital. Dans la limite des ressources et des capacités restreintes dont nous disposons, nous avons de plus en plus recours aux technologies de pointe indispensables en matière de vérification aujourd'hui, comme la télésurveillance, l'analyse d'échantillons environnementaux et l'imagerie satellitaire.

Comme je l'ai indiqué au cours du sommet du Conseil de sécurité sur le désarmement nucléaire en septembre (voir S/PV.6191), notre capacité de détecter les éventuelles matières et activités nucléaires clandestines dépend de la mesure dans laquelle on nous donne l'autorité juridique, les technologies et les ressources pour le faire. Malheureusement, nous continuons de nous heurter à d'importantes lacunes dans ces trois domaines, qui, s'il n'y est pas remédié, pourraient compromettre l'ensemble du régime de non-prolifération. Dans plus de 90 États, ou bien l'Agence n'a aucune autorité en matière de vérification, ou bien son autorité est inadaptée parce que ces pays n'ont pas conclu avec elle les accords requis. Cela signifie que souvent, nous ne pouvons pas vérifier si un pays est engagé dans des activités nucléaires clandestines.

Notre crédibilité dépend de notre indépendance. Nous avons d'urgence besoin de fonds supplémentaires pour disposer des technologies de pointe nous

permettant, par exemple, de valider de manière indépendante les analyses d'échantillons environnementaux. Nous avons aussi besoin d'avoir davantage et en permanence accès à des images satellite de la plus haute qualité. Il n'est pas viable que nous continuions à disposer de budgets largement insuffisants pour couvrir nos besoins fondamentaux en matière de vérification dans les années à venir.

L'Iraq et la République populaire démocratique de Corée étaient les deux cas de prolifération nucléaire présumée qui préoccupaient la communauté internationale lorsque j'ai pris mes fonctions.

Je déplorerai toujours qu'une guerre tragique ait été engagée en Iraq, qui a probablement coûté la vie de centaines de milliers de civils innocents. Cette guerre a été déclarée sur la base d'un prétexte fallacieux, sans l'autorisation du Conseil de sécurité et alors que ni l'Agence ni la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies n'avaient trouvé aucune preuve que l'Iraq eût réactivé son programme d'armement nucléaire ou des programmes portant sur d'autres armes de destruction massive. Je ne trouve aucune consolation dans le fait que la suite des événements a donné raison aux conclusions de l'Agence.

Dans le cas de la République populaire démocratique de Corée, 16 ans après que l'AIEA eut signalé au Conseil de sécurité que ce pays ne respectait pas ses obligations en matière de non-prolifération, celui-ci est passé de la possession probable de plutonium non déclaré à l'acquisition d'armes nucléaires. Les interruptions répétées du dialogue entre la République populaire démocratique de Corée et la communauté internationale ont fait obstacle au règlement de cette question, ce qui est un exemple criant de la fragilité et des faiblesses du régime de non-prolifération.

Selon moi, il importe de tirer quelques grands enseignements des cas de l'Iraq et de la République populaire démocratique de Corée. Le premier d'entre eux est que nous devons laisser la diplomatie et le processus de vérification approfondie suivre leur cours, aussi long et difficile que cela puisse paraître. Nous devons vérifier minutieusement la véracité des renseignements recueillis. Nous devons nouer un dialogue avec les pays avec lesquels nous avons des divergences plutôt que de les isoler. Nous devons agir dans le cadre des institutions internationales, en

l'occurrence l'AIEA et le Conseil de sécurité, et leur donner les pouvoirs nécessaires, plutôt que de les contourner par des actions unilatérales. Pour sa part, l'AIEA doit établir des conclusions qui reposent uniquement sur les faits. Elle ne doit pas brûler les étapes ni être influencée par des considérations politiques. La force ne devrait jamais être employée tant que toutes les autres options n'ont pas été épuisées, et encore dans les seules limites du droit international, tel que codifié par le Conseil de sécurité.

Tous ces enseignements peuvent s'appliquer aujourd'hui au cas de l'Iran, dont le programme nucléaire reste une question dont l'Agence et le Conseil de sécurité demeurent saisis. Six années se sont écoulées depuis que le cas de l'Iran a été signalé au Conseil des gouverneurs de l'AIEA pour non-déclaration de matériel et d'activités à l'Agence, en violation de l'accord de garanties signé par ce pays. Grâce à un travail difficile et acharné, l'Agence a pu parvenir à une meilleure appréhension du programme nucléaire civil iranien. Toutefois, un certain nombre de questions et d'allégations relatives à la nature de ce programme demeurent, qui doivent être élucidées par l'Iran, lequel doit coopérer dans la transparence avec l'Agence.

Cependant, comme je l'ai souligné à maintes reprises, c'est avant tout en renforçant la confiance que l'on pourra calmer les préoccupations de la communauté internationale quant aux intentions futures de l'Iran, et cette confiance ne pourra s'installer que par le dialogue. J'exhorte donc l'Iran à se montrer aussi coopératif que possible en répondant rapidement à ma récente proposition fondée sur l'initiative des États-Unis, de la Russie et de la France, visant à engager l'Iran à prendre une série de mesures susceptibles d'établir la confiance et d'ouvrir la voie à un dialogue global sur le fond avec la communauté internationale.

L'enjeu reste celui des garanties mutuelles entre les parties. Il me faut ajouter cependant que l'instauration de la confiance est un processus graduel qui suppose de se concentrer sur l'ensemble des points essentiels et d'être prêt à prendre des risques en faveur de la paix. Il y a là une occasion inédite, et éphémère, de faire machine arrière et de passer de l'antagonisme à la coopération. Il ne faut donc pas la laisser échapper.

L'Agence ne peut accomplir son travail de vérification de manière isolée. Elle a besoin pour cela

d'un processus politique propice, au cœur duquel se situe le Conseil de sécurité. Le Conseil doit mettre au point un mécanisme de contrôle efficace et global ne reposant pas uniquement sur les sanctions qui, trop souvent, frappent le faible et l'innocent. Un tel mécanisme doit être davantage axé sur la prévention des conflits et s'attaquer aux sentiments d'insécurité qui sous-tendent nombre des cas de prolifération, tels que la méfiance et des conflits non réglés.

J'ai déjà dans le passé appelé l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que de plus en plus d'États maîtrisent l'enrichissement de l'uranium ou le retraitement du plutonium. N'importe lequel de ces États a la capacité de mettre au point des armes nucléaires en un laps de temps très court, une marge de sécurité qui est beaucoup trop risquée.

Pour faire face à ce problème, qui pourrait être le talon d'Achille du régime de non-prolifération, j'estime que nous devons passer d'un contrôle national à un contrôle multinational du cycle du combustible nucléaire. Dans un premier temps, j'ai proposé de créer une banque d'uranium faiblement enrichi destinée à permettre aux États de pouvoir compter en cas de nécessité sur un approvisionnement garanti en combustible nucléaire pour leurs réacteurs afin qu'ils n'aient pas forcément besoin d'avoir leur propre capacité d'enrichissement ou de retraitement.

Un certain nombre de propositions complémentaires ont été également faites. Il n'y a pas d'obstacles techniques ou juridiques insurmontables. Il s'agit fondamentalement de renforcer la confiance entre les États. Je reste convaincu qu'un mécanisme de cet ordre devient indispensable avec la multiplication des pays qui se dotent du nucléaire. À terme, notre objectif devrait être de parvenir à la multinationalisation complète de l'étape la plus névralgique du cycle du combustible, l'enrichissement de l'uranium et le retraitement du plutonium, alors que nous nous acheminons vers un monde exempt d'armes nucléaires. Un tel monde, et c'est ma conviction, est à notre portée suite à la courageuse initiative du Président Obama et la reprise de négociations sérieuses sur le désarmement entre les deux plus grands États nucléaires.

Les armes nucléaires sont, malheureusement, toujours perçues comme un vecteur de puissance et de prestige et comme une police d'assurance contre une éventuelle agression. Toutefois, en faisant la preuve de

leur attachement irréversible à un monde exempt d'armes nucléaires, les États dotés de ces armes peuvent renforcer considérablement la valeur et la légitimité du régime de non-prolifération et jouir ainsi de l'autorité morale nécessaire pour appeler le reste du monde à endiguer la prolifération de ces armes inhumaines.

Je ne m'attends pas à voir un monde exempt d'armes nucléaires durant mon existence, mais je nourris un espoir de plus en plus grand que mes enfants, eux, le connaîtront, compte tenu, notamment, de la prise de conscience grandissante de ce que l'existence de technologies prêtes à l'emploi et le risque accru de terrorisme nucléaire ont considérablement augmenté la menace d'une utilisation d'armes nucléaires. La récente adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 1887 (2009), dans laquelle il s'affirme déterminé à créer les conditions pour un monde sans armes nucléaires, est encourageante. Il est absolument capital que la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 profite de cette dynamique.

Il est clair que l'Agence doit s'attendre à d'immenses défis, doublés cependant d'immenses possibilités. Si le désarmement nucléaire se poursuit avec succès, comme je le souhaite, l'Agence s'en verrait sans doute doté d'un rôle de vérification additionnel important. Dans une cinquantaine d'années, il pourrait y avoir plusieurs dizaines d'autres pays dotés de programmes nucléaires, essentiellement dans ce qui est connu aujourd'hui comme le monde en développement, ce qui signifiera un accroissement notable de la demande en ce qui concerne les services de l'AIEA en matière de sûreté, de sécurité et de vérification nucléaires.

Le double mandat de sécurité et de développement de l'AIEA est unique en son genre. Mais nous faisons partie d'un réseau complexe de mécanismes de sécurité internationaux qui doivent travailler en harmonie si nous voulons efficacement servir les gens qui ont placé leur confiance en nous. Je ne partage pas le cynisme ambiant au sujet des organisations internationales. Comme il en va pour toute entreprise humaine, elles ont leurs faiblesses, mais elles sont capables de grandes choses à condition de disposer des ressources, des pouvoirs et des compétences voulus. Avec la mondialisation croissante, aucun des grands problèmes auxquels nous devons

faire face, le terrorisme, la faim, la maîtrise des armements, le changement climatique, ne peut être réglé isolément par un seul pays. Nous avons besoin d'institutions internationales efficaces.

À terme, nous avons besoin d'un nouveau système mondial de sécurité collective, ce qui implique une réforme du système des Nations Unies et, en premier lieu, du Conseil de sécurité : un nouveau système dans lequel aucun pays ne ressent le besoin de compter sur les armes nucléaires pour sa sécurité; un nouveau système disposant de mécanismes mondiaux efficaces de prévention des conflits, de maintien de la paix et de rétablissement de la paix; un système équitable et sans exclusive dans lequel la sécurité ne soit pas perçue comme un jeu à somme nulle ou basé sur la domination ou sur un équilibre des forces; un système qui mette la sécurité des hommes et la solidarité humaine au cœur de ses préoccupations, qui se saisisse de nos destinées communes comme de celles d'une seule et même famille humaine et qui permette à tous de vivre ensemble libérés de la peur et à l'abri du besoin.

Pour terminer, je saisis cette occasion pour exprimer ma profonde gratitude à la République d'Autriche, qui est pour l'AIEA le plus courtois et le plus solidaire des pays hôtes. Je félicite mon successeur, le Directeur général élu, Yukiya Amano, et lui souhaite plein succès. Je remercie l'Assemblée générale de son soutien au cours de mes 12 années de mandat de Directeur général. Nous avons traversé ensemble bien des périodes difficiles. Cela a été un honneur et un privilège de travailler avec vous tous.

Le Président (*parle en arabe*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique de la présentation de ce précieux rapport. Puisque c'est la dernière fois qu'il s'adresse à l'Assemblée dans le cadre de ses présentes fonctions, nous tenons à le féliciter et à lui exprimer toute notre reconnaissance pour le rôle qu'il a joué.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Malaisie qui va présenter le projet de résolution A/64/L.7.

M. Ali (Malaisie) (*parle en anglais*) : Au nom de ma délégation, je tiens à remercier M. Mohamed ElBaradei, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), de la présentation du rapport de l'AIEA pour 2008 et de sa

déclaration, qui nous a informés avec concision sur les différentes activités de l'Agence en 2009 ainsi que sur les défis auxquels elle s'est trouvée confrontée dans le cadre de son travail.

Au nom de la présidence du Conseil des gouverneurs de l'AIEA, assurée par mon pays, la Malaisie, et au nom des coauteurs, j'ai l'honneur de présenter le projet de résolution, publié sous la cote A/64/L.7, portant sur le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Nous tenons à remercier tous les coauteurs de ce projet de résolution, et nous invitons les autres pays à s'en porter coauteurs. Ce projet de résolution est le fruit de consultations tenues à Vienne, suivies de son adoption à l'unanimité, en octobre 2009, par les États Membres de l'AIEA.

De manière générale, ce projet de résolution est une mise à jour d'une résolution similaire adoptée par consensus à la soixante-troisième session de l'Assemblée générale (résolution 63/6). Il prend note, entre autres, du rapport de l'AIEA et des résolutions adoptées par la Conférence générale de l'AIEA à sa cinquante-troisième session ordinaire, tenue à Vienne du 14 au 18 septembre 2009. Elle rend hommage, au nom de l'Assemblée, à M. Mohamed ElBaradei, qui a exercé avec une haute compétence les fonctions de Directeur général de l'Agence pendant 12 ans, et adresse ses meilleurs vœux à M. Yukiya Amano, qui lui succède à ce poste.

Comme les années précédentes, la résolution réaffirme le ferme appui de l'Assemblée à l'Agence et au rôle indispensable qu'elle joue en encourageant et en aidant la mise au point et l'application pratique des utilisations de l'énergie atomique à des fins pacifiques, ainsi que ce qu'elle apporte dans le domaine du transfert de technologies aux pays en développement et dans celui de la sûreté, la vérification et la sécurité nucléaires. Elle demande également aux États Membres de continuer à soutenir les activités de l'Agence.

Je souhaite sincèrement que l'Assemblée générale adopte ce projet de résolution par consensus.

M. Örnéus (Suède) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne.

Tout d'abord, je tiens à remercier le secrétariat de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et son Directeur général, M. Mohamed ElBaradei, de

leur travail acharné au cours de l'année écoulée. Nous remercions M. ElBaradei pour son rapport sur les activités de l'AIEA en 2009.

Permettez-moi également de saisir cette occasion pour féliciter M. ElBaradei pour sa conduite avisée en tant que Directeur général de l'Agence. Les 12 dernières années ont été tout à fait remarquables pour l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et elle a eu la chance d'avoir à sa tête quelqu'un qui possède une grande intégrité et des qualités diplomatiques. Le prix Nobel de la paix de 2005 n'était qu'une reconnaissance de ce qu'ont fait le Directeur et l'Agence.

Nous saluons également avec enthousiasme l'Ambassadeur Amano qui prendra ses fonctions en décembre, en qualité de nouveau Directeur général de l'Agence. Les défis qui se posent aujourd'hui au monde dans les domaines de la non-prolifération ainsi que de la sûreté et de la sécurité nucléaires sont en effet majeurs. L'Union européenne est convaincue que l'Ambassadeur Amano a l'expérience requise pour mener à bien les tâches futures et l'UE peut l'assurer de son solide appui.

Les États membres de l'UE font partie des auteurs du projet de résolution relatif au rapport de l'AIEA (A/64/L.7). Nous louons les efforts du Président du Conseil des Gouverneurs de l'AIEA et espérons sincèrement que le projet de résolution sera adopté par consensus.

Bien que l'UE appuie pleinement le projet de résolution, cela ne suppose pas qu'elle appuie la résolution GC(53) RES/17, mentionnée au paragraphe 2 du projet de résolution. À cet égard, l'UE rappelle que quand cette résolution a été adoptée par la Conférence générale de l'AIEA, un nombre considérable d'États a voté contre, dont tous les États membres de l'UE.

Il y a 50 ans, l'AIEA a été créée pour promouvoir « les atomes pour la paix », avec un mandat visant à accroître la contribution de l'énergie nucléaire à la paix, à la santé, et à la prospérité, et pour faire en sorte que les activités nucléaires ne soient pas détournées à des fins militaires, ainsi que pour répandre une culture de sécurité à travers le monde et, récemment, pour éviter le risque de terrorisme nucléaire. Aujourd'hui, l'Agence se trouve face à de nombreux enjeux de taille, en particulier de prolifération nucléaire et de respect.

Le système international des garanties de l'AIEA est une partie essentielle du régime mondial de non-prolifération nucléaire puisque son objectif premier est d'identifier le détournement de matières nucléaires et d'empêcher que celles-ci ne servent à fabriquer des armes nucléaires. L'Union européenne œuvre à faire du Protocole additionnel une condition de l'exportation de matières nucléaires. Tous les États membres de l'UE ont des Protocoles additionnels en vigueur depuis mai 2004. Nous rappelons que les accords de garanties généralisées de l'Agence et les Protocoles additionnels constituent la norme actuelle de vérification.

L'UE regrette qu'un grand nombre d'États n'aient toujours pas mis en œuvre les Protocoles additionnels. Nous exhortons les États qui ne l'ont pas encore fait à signer et à mettre en vigueur leurs accords respectifs de garanties, de même que les Protocoles additionnels aux accords.

Les activités de l'AIEA ont établi le cadre des efforts de coopération pour mettre en place et renforcer le régime de sûreté et de sécurité internationales et obtenir l'appui total de l'Union européenne à cet effet.

L'AIEA joue un rôle important en matière de renforcement du cadre mondial de sûreté nucléaire. L'UE appuie pleinement les efforts de l'Agence dans ce domaine. En vertu de l'Instrument aux fins de la coopération en matière de sûreté nucléaire et de l'Instrument de préadhésion, l'Union européenne a consacré quelque 570 millions d'euros pour la période 2007-2013, à aider les pays à renforcer leurs régimes de sûreté nucléaire et de radioprotection. En vertu de ces instruments, l'UE coopère avec l'AIEA afin d'exécuter des projets particuliers avec les États membres de l'AIEA.

L'UE reconnaît que la sécurité nucléaire est un programme essentiel de l'Agence et félicite l'AIEA pour ses activités visant à prévenir et à combattre le terrorisme nucléaire. De par sa contribution financière de plus de 20 millions d'euros depuis 2004, l'UE est le plus grand donateur du Fonds pour la sécurité nucléaire (FSN). Nous demandons aux États de s'engager à financer le Fonds.

La sûreté et la sécurité des sources radioactives sont en effet très importantes. À cet égard, le rôle du Code de conduite sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives, adopté par la Conférence générale de l'Agence en 2003, est d'une importance particulière.

L'Union européenne a pris l'engagement de respecter le Code et exhorte tous les États à faire de même.

La tâche de l'AIEA est de promouvoir la coopération internationale pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et de promouvoir la sûreté et la sécurité nucléaires et, surtout, la vérification nucléaire, reste plus que jamais importante dans le monde d'aujourd'hui.

Pour finir, l'UE réitère son appui total à l'AIEA et est heureuse d'être l'un des auteurs du projet de résolution (A/64/L.7) relatif au rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Tout d'abord, je voudrais exprimer ma reconnaissance à M. Mohamed ElBaradei pour le travail qu'il a fait durant les 12 années pendant lesquelles il a été Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Les services qu'il a rendus à ce haut poste lui ont valu une reconnaissance universelle comme le confirme le prix Nobel de la paix qui a été attribué à l'Agence et à lui personnellement.

Nous saluons la nomination du nouveau Directeur général, l'Ambassadeur Amano du Japon, et lui promettons notre appui total. Nous espérons que ses activités vont aider à préserver la grande prééminence de l'Agence dont le travail a toujours été fondé sur les principes de l'impartialité et de l'objectivité dans l'intérêt de tous ses États membres.

L'AIEA est le centre mondial de coopération dans le domaine nucléaire depuis plus d'un demi-siècle. Dans les conditions actuelles et en tenant compte des nouveaux défis et menaces auxquels la communauté mondiale est exposée, le rôle de l'AIEA en tant qu'unique organisation internationale chargée de veiller à l'équilibre indispensable entre le développement, l'utilisation prudente et pacifique de l'énergie nucléaire, et le respect du régime de non-prolifération nucléaire devient de plus en plus important. Nous saluons l'activité de l'AIEA durant l'année écoulée et sommes déterminés à renforcer le potentiel de l'Agence.

À notre avis la tâche principale à accomplir dans l'avenir proche est d'instaurer les conditions qui permettraient à tous les États membres de l'AIEA de bénéficier pleinement et sans obstacles, de l'énergie nucléaire utilisée à des fins pacifiques, conformément

aux conditions requises par le régime de non-prolifération nucléaire.

Améliorer le potentiel dont dispose l'AIEA pour découvrir les matériels nucléaires non déclarés et les activités nucléaires non publiées est un moyen important de renforcer ce régime. Le système de garanties de l'Agence joue un rôle important dans l'effort déployé pour assurer l'effectivité du régime de non-prolifération. Assurer l'universalité du système permettra à l'Agence de garantir avec une fiabilité certaine qu'il n'existe pas de matériels ou d'activités nucléaires non déclarés à travers le monde.

Nous estimons qu'à l'avenir l'Accord de garanties et son Protocole additionnel devraient devenir la norme universelle de vérification du respect par les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, de leurs obligations en matière de non-prolifération, de même que le nouveau principe en vigueur dans le domaine des arrangements portant sur les approvisionnements de matériels nucléaires. Nous espérons que tous les pays qui n'ont pas encore adhéré à ce document très important, et surtout, ceux qui mènent des activités nucléaires de grande envergure, le feront aussitôt que possible.

Eu égard au rôle de plus en plus important que joue l'énergie nucléaire dans le monde et la mise en service de nouveaux potentiels de production et d'énergie relatifs au domaine nucléaire, le champ du contrôle de l'AIEA s'étendra également. À cet égard, il faut d'ores et déjà réfléchir au moyen d'adapter les capacités de contrôle technique de l'AIEA à l'augmentation du nombre d'installations nucléaires auxquelles s'appliquent ses garanties.

Dans ces conditions, nous nous félicitons des efforts déployés par le secrétariat de l'Agence pour appliquer concrètement le concept des garanties intégrées aux activités de contrôle de l'Agence. La Fédération de Russie continuera d'aider l'Agence à renforcer le système de garanties en finançant le programme national d'appui scientifique et technologique aux garanties de l'AIEA.

À ce jour, beaucoup d'efforts ont été déployés pour créer un réseau international de sûreté efficace afin d'empêcher que les armes et les matières nucléaires ne tombent entre les mains de terroristes. À cet égard, il est nécessaire d'insister sur l'importance que revêtent les efforts déployés systématiquement par l'AIEA pour renforcer le régime mondial de sûreté

nucléaire. Nous appuyons l'adoption d'un nouveau plan de sûreté nucléaire de l'AIEA pour 2010-2013.

Étant donné que la menace terroriste est internationale, nous estimons qu'il est nécessaire de renforcer les mécanismes de coopération multilatérale et bilatérale. Lors de la réunion qui s'est tenue le 6 juillet 2009 à Moscou, les présidents de la Russie et des États-Unis ont adopté une déclaration commune sur la coopération nucléaire dans laquelle ils confirment leur volonté de renforcer leur coopération afin d'empêcher la prolifération des armes nucléaires et d'éliminer les actes de terrorisme nucléaire. La déclaration affirmait également leur intention d'élargir et d'approfondir la coopération à long terme afin de continuer à renforcer la sécurité des installations nucléaires dans le monde entier, y compris en poursuivant les activités de restitution du combustible à l'uranium hautement enrichi aux États producteurs, en mettant au point de nouveaux types de combustible à l'uranium faiblement enrichi, en convertissant éventuellement le cœur des réacteurs de recherche dans des pays tiers, et en limitant l'utilisation d'uranium hautement enrichi à des fins civiles, dans la mesure du possible. Nous invitons tous les États Membres à prendre part à cette entreprise.

Nous vous informons que la Russie a pris la décision de principe d'apporter, à partir de 2010, une contribution volontaire importante au Fonds pour la sécurité nucléaire de l'AIEA (1,5 million de dollars en 2010 et 1 million de dollars chaque année entre 2011 et 2015). Nous espérons que notre contribution permettra de continuer à renforcer le régime de sûreté nucléaire.

L'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire, présentée par les présidents de la Russie et des États-Unis en 2006, est une autre contribution importante en vue d'accomplir cette tâche. L'Initiative prend une dimension mondiale puisque 76 États y ont déjà adhéré en tant que pays participants. Les instruments internationaux essentiels tels que la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, l'amendement de 2005 à cette Convention et la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire servent d'assise à la coopération qui se déroule dans le cadre de l'Initiative mondiale.

La mise en œuvre du programme de coopération technique est un élément important des activités de l'Agence. La Fédération de Russie a versé et a

l'intention de continuer à verser la totalité de ses contributions volontaires au Fonds de coopération technique. Cette année, nous avons versé 23,6 millions de roubles au Fonds. Par ailleurs, fin 2008, nous avons versé 240 millions de roubles pour aider la République d'Arménie à améliorer la sûreté de la centrale nucléaire arménienne dans le cadre du programme de coopération technique de l'AIEA.

La Fédération de Russie respecte le niveau approprié de réglementation de la sûreté dans l'utilisation qu'elle fait de l'énergie nucléaire, conformément aux conventions internationales et aux recommandations de l'AIEA. Cette année, la Russie accueillera pour la première fois une mission de l'AIEA chargée d'évaluer les activités des entités nationales de réglementation de la sûreté en matière d'utilisation de l'énergie nucléaire.

La Fédération de Russie a décidé d'aider l'Ukraine à renforcer la sûreté du site de la centrale nucléaire de Tchernobyl et d'accélérer le déclassement de la centrale. En 2009, nous avons consacré 10 millions de dollars à ce projet, et nous verserons l'année prochaine 7 millions de dollars supplémentaires au Fonds pour la réalisation d'un massif de protection à Tchernobyl.

Pour ce qui est des préoccupations actuelles en matière de non-prolifération et de respect de l'environnement, nous continuons, conjointement avec les États-Unis, l'AIEA et les pays partenaires, d'œuvrer au rapatriement vers la Russie de l'uranium hautement enrichi usé dans le cadre de projets de coopération technique relatifs à l'enlèvement du combustible à l'uranium hautement enrichi des réacteurs de recherche de fabrication soviétique. Au 1^{er} septembre 2009, plus de 470 kilos d'uranium frais et plus de 415 kilos, en équivalent uranium, de combustible à l'uranium hautement enrichi usé ont été restitués à la Russie, en provenance notamment de la Roumanie, de la Lettonie, de la Bulgarie, de la République tchèque, de l'Ouzbékistan, de la Hongrie et du Kazakhstan. En 2009, nous avons signé des accords intergouvernementaux avec la Roumanie, la Serbie et la Pologne.

Dans de nombreux pays, le développement de l'énergie nucléaire soulève la question d'un approvisionnement fiable en ce qui concerne le combustible adéquat. Du point de vue économique, créer la capacité de production du combustible

nucléaire est un processus très onéreux. Nous estimons que la décision la plus efficace pourrait être de mettre en œuvre, en octroyant un rôle central à l'AIEA, et dans le cadre d'approches multilatérales, des initiatives relatives au cycle du combustible nucléaire ayant pour objectif d'offrir une variante à la mise en place des éléments de ce dernier au niveau national, qui soit réalisable du point de vue économique et viable sur le plan pratique. Nous saluons et appuyons le rôle que joue l'Agence dans la promotion d'approches multilatérales pour la mise en place de services liés au cycle du combustible nucléaire. Nous sommes prêts à œuvrer avec tous les pays intéressés pour élaborer des initiatives et les aligner sur des approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire, dans la mesure du possible et du réalisable.

Dans le cadre de l'initiative présentée par le Président de la Russie visant à créer une infrastructure mondiale de l'énergie nucléaire, le Centre international d'enrichissement de l'uranium a été créé en 2007, en coopération avec la République du Kazakhstan, sur le site du Combinat chimique d'électrolyse d'Angarsk (société anonyme). En 2008, le Centre a obtenu toutes les autorisations et les licences nécessaires pour lancer ses activités pratiques en tant que fournisseur de biens et services. Cette année, l'Arménie est devenue membre du Centre international d'enrichissement de l'uranium, tandis que le processus d'adhésion de l'Ukraine est en cours.

Nous convenons avec l'AIEA que le Centre est capable de régler non seulement des questions relatives à l'accès garanti aux services liés au cycle du combustible nucléaire, mais également à la livraison garantie de combustible nucléaire sur demande de l'Agence. Nous continuons de développer l'initiative concernant la constitution d'une réserve garantie d'uranium faiblement enrichi, dont le volume représente deux charges de combustible d'un cœur de réacteur d'une puissance installée de 1 000 mégawatts, et nous prévoyons de confier son stockage au Centre international d'enrichissement de l'uranium, dans le cadre d'un arrangement avec l'AIEA.

L'année dernière, à l'occasion de la cinquante-deuxième session de la Conférence générale de l'AIEA, la Russie a présenté une proposition concernant le principe de la constitution de réserves garanties. Cette année, nous avons continué de développer cette initiative. Elle a été présentée en détail lors des réunions du Conseil des gouverneurs de

l'AIEA qui se sont tenues en mars et en juin. Une description détaillée de l'initiative a été publiée en tant que document d'information de l'Agence.

J'insiste encore une fois sur le fait que les propositions russes sont fondées sur l'article IX du Statut de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Les droits des États membres de l'Agence ne sont pas violés et il ne peut y être dérogé, notamment en ce qui concerne la création de leurs propres capacités de production dans le cadre du cycle du combustible nucléaire. Le droit de recevoir de l'uranium hautement enrichi en provenance d'une réserve garantie n'implique pas qu'on renonce à ses droits de créer et de développer un cycle du combustible. Nous ne proposons pas une condition de cette nature. Les matières peuvent être fournies à tout État non doté d'armes nucléaires et membre de l'AIEA qui respecte les accords de garantie et qui a mis toutes ses activités nucléaires en conformité avec les garanties de l'AIEA.

La mise en œuvre du Projet international sur les réacteurs nucléaires et les cycles du combustible nucléaire innovants (INPRO) de l'AIEA, dont la Russie a été le moteur, est un exemple de coopération internationale fructueuse sous les auspices de l'Agence. À ce jour, à la suite de la publication à la fin de l'année dernière du manuel de méthodologie de l'INPRO pour l'évaluation des systèmes innovants d'énergie nucléaire, la deuxième étape de la mise en œuvre du projet a commencé. Les parties qui participent à l'INPRO peuvent à présent commencer à organiser leurs travaux pratiques conjoints pour élaborer des technologies nucléaires sûres. Nous appuyons les efforts déployés par le secrétariat de l'AIEA pour financer le budget du projet, et nous appelons toutes les parties qui participent à procéder à son financement direct sur le principe de la répartition des tâches. La Fédération de Russie s'est engagée dans le financement à long terme du projet, pour la période 2008-2012. Elle y consacre 23 millions de roubles par an.

Je réaffirme que nous appuyons le projet de résolution A/64/L.7 intitulé « Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique ». La Russie, qui est l'un des auteurs du projet de résolution, reconnaît pleinement l'importance des travaux de l'Agence et a la certitude que celle-ci continuera à œuvrer au renforcement de la sécurité internationale.

M. Abdulaziz (Égypte) (parle en arabe) : Je tiens tout d'abord à saluer et à remercier M. Mohamed ElBaradei, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de la présentation de son rapport (voir A/64/257) qui passe en revue les activités importantes menées par l'AIEA en 2008 dans ses différents domaines de compétence et ses contributions à la paix et à la sécurité internationales que sont les activités de vérification qu'elle conduit. Je renouvelle notre pleine confiance dans la capacité de l'Agence de s'acquitter de sa noble mission, qui est de promouvoir de manière équilibrée les trois piliers principaux de son action : le transfert de technologies, la sécurité et la vérification.

Pendant plus d'un demi-siècle, l'AIEA a contribué de manière significative à la coopération internationale dans les domaines de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, de la diffusion de normes avancées en matière de sécurité et de sûreté nucléaires à travers le monde, ainsi que de la vérification du respect par les États de leur obligation de non-prolifération, ce qu'elle fait tout en veillant à ce que les États non dotés de l'arme nucléaire qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) continuent de jouir, en vertu de l'article IV du Traité, de leur droit inaliénable à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Ce droit inaliénable s'avère de plus en plus important pour les États non nucléaires qui sont parties au Traité au moment où les pays en développement ont un besoin croissant de sources d'énergie propres et économiques pour mettre en œuvre leurs programmes de développement et améliorer leur situation économique et sociale. Il est d'autant plus nécessaire que la crise financière et économique a eu des répercussions sur la capacité des pays en développement d'atteindre leurs objectifs de développement, dont les objectifs du Millénaire pour le développement. En conséquence, l'Égypte estime que l'AIEA a un rôle décisif à jouer pour aider les États non nucléaires parties au TNP à acquérir les technologies nécessaires pour satisfaire leur besoin croissant en matière d'énergie nucléaire.

Le rôle joué par l'AIEA à l'appui de la coopération internationale dans le domaine de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques croît en importance. Sur les plans qualitatif et quantitatif, le transfert de technologies dans le domaine de l'énergie nucléaire des pays développés aux pays en

développement est insuffisant. D'autant plus que, d'un côté, certaines parties tentent d'imposer des conditions fallacieuses et des restrictions non justifiées, ou d'invoquer toutes sortes de prétextes pour que les États non dotés d'armes nucléaires parties au TNP ne puissent pas accéder aux matières et technologies nécessaires à la mise au point de leurs programmes d'activités nucléaires pacifiques et, de l'autre, le Groupe des fournisseurs nucléaires (GFN) accorde des dérogations à des pays qui ne sont pas parties au Traité afin qu'ils puissent accéder à des matières et des technologies nucléaires à des niveaux dont ne bénéficient pas les États parties au Traité.

À l'approche de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, qui marquera un tournant pour l'avenir du Traité et de son système, il faut pallier au plus vite ce déséquilibre dans la mise en œuvre du Traité afin que de telles exceptions ne puissent plus se répéter. Nous devons multiplier les efforts pour prendre toutes les mesures pratiques nécessaires à l'application universelle du système de garanties généralisées de l'AIEA afin d'empêcher la politisation excessive de la mise en œuvre du régime de non-prolifération et de désarmement nucléaires et de veiller au respect des engagements pris en matière de désarmement et des dispositions du Traité interdisant la coopération avec les États non parties dans le but de garantir l'universalité, l'efficacité et la crédibilité du Traité. Il faut en même temps s'attaquer efficacement au problème de la présence d'armes nucléaires sur le territoire d'États non dotés de l'arme nucléaire liée à leur appartenance à des alliances militaires alors qu'ils sont soumis aux garanties généralisées et au Protocole additionnel – autant de phénomènes dont la persistance représente une menace sans précédent à la qualité du régime dans son ensemble, à un moment décisif de l'histoire de ce régime.

Bien que le régime de garanties généralisées ne soit pas universel et que les États dotés de l'arme nucléaire manquent largement à leurs engagements dans le domaine du désarmement nucléaire, les pays non dotés de l'arme nucléaire continuent de subir des pressions croissantes pour accepter de prendre davantage d'engagements en ce qui concerne les garanties, particulièrement au titre du Protocole additionnel, et ce dans un contexte où est passé sous silence le droit de tout pays de choisir d'être lié à un tel instrument ou à tout autre nouvel engagement

international supérieur aux accords de garanties généralisées. Il convient d'accorder la priorité à l'application universelle du système de garanties généralisées de l'AIEA avant de demander son renforcement de façon discriminatoire.

Le Conseil de sécurité lui-même, à sa séance historique au sommet du 24 septembre dernier sur la question de la non-prolifération et du désarmement nucléaires, a adopté la résolution 1887 (2009) visant à interpréter différemment des éléments importants du système de garanties de l'AIEA et le droit inaliénable à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Ces nouvelles interprétations sont potentiellement en contradiction avec le texte du Traité et ses objectifs. Tout cela se conjugue pour créer un risque croissant, avec les velléités de certaines Parties de considérer cette résolution comme un des principaux textes de référence pour l'examen de la question de la non-prolifération au cours de la Conférence de 2010, ce que de nombreux pays trouvent inadmissible.

Si l'AIEA demeure le seul cadre international légitime de débat et d'examen des dimensions techniques, juridiques et pratiques de nombre de propositions formulées en vue de garantir l'approvisionnement des États en combustible nucléaire par le biais de stratégies multilatérales de contrôle du cycle du combustible nucléaire, les discussions menées jusqu'ici n'ont toujours pas abouti au consensus indispensable. L'Égypte se félicite de ce que l'on recherche de nouveaux moyens de garantir l'approvisionnement des États en combustible nucléaire et de promouvoir la mise en place de cadres volontaires de coopération internationale dans le domaine de la production de combustible sans demander aux pays de renoncer à leurs droits. En revanche, elle estime qu'il n'est pas légitime d'assortir de tels accords de restrictions à la liberté des États de faire leurs propres choix en ce qui concerne le cycle du combustible nucléaire. Le droit inaliénable de choisir est énoncé dans le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et garanti à tous les États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité; il ne peut faire l'objet d'aucune restriction. L'Égypte estime qu'aucun État ne devrait renoncer à ce droit, quand bien même il ne l'a pas exercé, et priver ainsi les générations futures de la possibilité d'un tel choix, qui pourrait s'avérer nécessaire pour répondre aux exigences de leur époque ou à leurs besoins en matière de développement.

Tous les États du Moyen-Orient sont conscients de l'importance cruciale de l'adhésion au système de garanties généralisées de l'AIEA, à l'exception d'Israël qui persiste à rester en dehors du système, bien que chaque année, la Conférence générale de l'AIEA adopte une résolution intitulée « Application des garanties de l'AIEA au Moyen-Orient » réaffirmant qu'il importe qu'Israël adhère au système de garanties généralisées afin de réunir les conditions nécessaires à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient et d'instaurer la confiance, la paix et la sécurité dans la région. Cette année, pour la première fois depuis 1991, la Conférence générale a adopté une résolution intitulée « Capacité nucléaire israélienne » afin d'attirer l'attention de la communauté internationale sur le danger que représentent les capacités israéliennes, qui ne sont soumises à aucun contrôle international en matière de garanties, de sécurité ou de sûreté nucléaires. En outre, ces capacités peuvent conduire à une course à la prolifération nucléaire au Moyen-Orient, menace la plus dangereuse pour la stabilité de la région et la paix et la sécurité internationales en général.

Je passe à présent du domaine de la sécurité régionale à la question de la coopération technique. À cet égard, l'Égypte réaffirme l'extrême importance des activités de coopération technique de l'AIEA avec notre pays et les autres pays en développement, qui mettent à profit ces programmes pour utiliser les technologies nucléaires dans des domaines tels que la santé, l'agriculture, l'alimentation, les ressources en eau, les radio-isotopes et la technologie des rayonnements. L'Égypte réaffirme qu'il est essentiel d'appuyer le rôle de l'AIEA en matière de transfert de technologies en finançant davantage les activités liées à la coopération technique tout en gardant à l'esprit que ces activités représentent un des piliers fondamentaux du rôle statutaire de l'AIEA.

Nous reconnaissons le rôle unique tenu par l'AIEA, seule instance internationale à même de mener dans un cadre multilatéral l'action visant à l'application des plus hautes normes de sûreté nucléaire aux réacteurs nucléaires et d'aider les pays en développement à bénéficier de l'énergie nucléaire. L'Égypte, qui œuvre pour mettre l'énergie nucléaire au service de la réalisation de ses objectifs de développement, coopère avec l'AIEA dans ce domaine, notamment en ce qui concerne les services liés à l'évaluation de ses besoins en énergie nucléaire et les

services de consultation technique, axés sur le développement sûr et efficace des capacités nationales d'utilisation de l'énergie nucléaire. L'Égypte compte sur l'appui soutenu de l'AIEA dans ses efforts.

En ce qui concerne les activités de l'AIEA dans le domaine de la sécurité nucléaire, l'Égypte se félicite des efforts continus de l'Agence en vue de développer davantage les plans intégrés d'appui à la sécurité nucléaire et de veiller, dans la mesure du possible, à ce que toutes les contributions volontaires au Fonds pour la sécurité nucléaire soient versées. Dans ce contexte, l'Égypte se réjouit à la perspective de participer au Sommet sur la sécurité nucléaire, qui sera convoqué par le Président des États-Unis en avril 2010, et qui, nous l'espérons, aboutira à des résultats qui permettront de consolider les efforts de l'AIEA en la matière.

Finalement, je profite de cette occasion pour rendre un hommage particulier au rôle équilibré joué par le Directeur général de l'AIEA, M. ElBaradei, et par son personnel depuis 1997, aux résultats obtenus grâce à sa direction responsable dans le développement de cet organe international important qui traite de questions épineuses, ainsi qu'à la confiance croissante de la communauté internationale dans son intégrité et sa direction éclairée. Je tiens également à féliciter l'Ambassadeur Amano, le nouveau Directeur général de l'Agence, et à lui confirmer que nous nous réjouissons à la perspective de poursuivre notre coopération avec lui. L'Égypte réitère son appui continu à l'Agence de toutes les manières possibles afin de protéger son rôle international équilibré et assurer sa contribution à la sécurité, à la stabilité, au progrès scientifique et au bien-être du monde.

M^{me} Kolontai (Biélorus) (*parle en russe*) : Le Biélorus se félicite des travaux réalisés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et du renforcement de son autorité en tant que principale organisation intergouvernementale et internationale dans le secteur nucléaire. Nous attachons une importance particulière aux efforts de l'AIEA dans les domaines de la coopération technique, de l'énergie nucléaire, de la non-prolifération nucléaire, de l'adoption d'un système de garanties et de la sécurité nucléaire et radiologique. Nous notons que l'AIEA s'est employée à traiter une série de questions en fournissant une assistance technique aux États Membres pour créer et développer des programmes d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

L'assistance de l'AIEA dans la mise en place d'un processus de création des systèmes nationaux d'énergie nucléaire est une contribution importante au renforcement de la sécurité nucléaire dans le secteur énergétique et à la promotion de l'adoption des technologies nucléaires à des fins pacifiques.

Pour le Bélarus, la coopération avec l'AIEA dans ce domaine revêt une importance particulière dans le contexte de ses propres préparatifs pour la construction de sa première centrale nucléaire. Le Bélarus a beaucoup progressé dans la construction de l'infrastructure nucléaire nécessaire pour une utilisation sûre de l'énergie atomique. Nous prêtons une attention particulière à l'heure actuelle à l'élaboration des lois et des normes en matière d'énergie atomique, et à la mise en place d'un système efficace de réglementation pour la sécurité nucléaire et radiologique. Après une étude multilatérale approfondie, trois sites possibles ont été choisis pour la construction de la centrale, l'un comme site principal et les deux autres comme sites de réserve. À cet égard, nous soulignons l'assistance de l'AIEA, qui a envoyé ses experts au Bélarus à deux reprises en 2008.

Dans le cadre de la construction de la centrale nucléaire, le Bélarus attache beaucoup d'importance à la question de la publicité des informations. Dans le strict respect de ses obligations internationales, le Bélarus a organisé des audiences publiques pour l'adoption de son rapport sur les évaluations de l'impact de la centrale nucléaire sur l'environnement, pendant la phase de préparation et de construction. En plus du public, les pays qui avaient exprimé leur intention de participer à ces audiences ont été également invités. Il s'agit de l'Autriche, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne et de l'Ukraine. La version finale des documents relatifs à l'impact environnemental sera rédigée en tenant compte des observations faites par ces pays et par le public.

La République du Bélarus est un partisan convaincu et systématique du désarmement et de la non-prolifération nucléaire, et du renforcement du système de garanties de l'AIEA. Notre strict respect de nos engagements en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires confirme notre appui aux principes de non-prolifération des armes nucléaires.

Considérant l'indissociabilité des processus de non-prolifération et de désarmement, nous devons nous

rappeler que l'un des objectifs les plus importants est de garantir l'utilisation exclusive de technologies nucléaires à des fins pacifiques. À cet égard, il faut souligner qu'en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de la Charte de l'AIEA, chaque État membre a le droit inaliénable d'entreprendre des activités nucléaires à des fins pacifiques. Le Bélarus est convaincu que les mécanismes dont dispose la communauté internationale doivent promouvoir un accès égal et non discriminatoire de tous les pays intéressés aux avantages de l'énergie nucléaire.

En tant que membre fondateur de l'AIEA, le Bélarus soutient activement la consolidation de l'Agence, qui est la principale organisation internationale pour la promotion de l'utilisation sûre, fiable et pacifique de l'énergie nucléaire aux fins du développement durable. Ces dernières années, on a fait beaucoup pour réaliser l'objectif principal de l'AIEA, « Atomes pour la paix. » À cet égard, il faut rendre hommage au travail du Directeur général, Mohamed ElBaradei. Nous exprimons notre reconnaissance sincère à M. ElBaradei, lauréat du prix Nobel de la paix, pour ses efforts inlassables en sa qualité de Directeur général de l'AIEA, qui ont permis de renforcer l'autorité de l'Agence dans le monde, en tant qu'organisation principale favorable à l'utilisation étendue de l'énergie nucléaire en vue du maintien de la paix, de la santé et du bien-être.

Le Bélarus se réjouit de la nomination du Directeur général Yukiya Amano et est prêt à le soutenir dans son travail. Nous tenons également à souligner que nous appuyons le projet de résolution A/64/L.7 portant le rapport de l'AIEA (voir A/64/257). Le Bélarus est l'un des auteurs de ce projet de résolution et un partisan convaincu du travail de l'Agence, qui vise à renforcer la sécurité internationale et le développement durable.

M. Khazae (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*): Je voudrais commencer par remercier M. ElBaradei, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (IAEA), pour ses efforts et le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale (voir A/64/257) sur les activités principales de l'Agence en 2008. Je tiens également à féliciter M. Amano pour sa nomination au poste de nouveau Directeur général de l'AIEA.

Le rapport de l'AIEA sur l'année 2008 indique clairement que les technologies nucléaires jouent un

rôle important et croissant dans la vie humaine. Plus d'un demi-siècle après la création de l'AIEA, la portée de ses activités s'est étendue à divers domaines par suite de la demande croissante d'énergie nucléaire en tant que source d'énergie renouvelable et propre. Le rapport de l'AIEA souligne également l'importance des technologies nucléaires dans beaucoup d'autres domaines comme l'industrie, la médecine, la science et l'agriculture. Nous notons avec satisfaction que, selon le rapport de l'AIEA, nos voisins de la région du Golfe persique, grands producteurs de pétrole, envisagent également d'utiliser l'énergie nucléaire comme nouvelle source d'énergie, en coopération avec certains pays européens. Nous nous félicitons de voir que ces pays, qui à une époque estimaient que les pays producteurs de pétrole n'avaient pas besoin d'énergie nucléaire, se sont finalement rendu compte qu'ils devaient développer leur coopération nucléaire avec ces États.

Une renaissance nucléaire est à l'horizon. C'est donc à l'AIEA qu'incombe la principale responsabilité de jouer le rôle qui lui revient, celui de l'unique organisation internationale ouverte à tous chargée de promouvoir l'utilisation de la technologie nucléaire à des fins pacifiques. Dans ce contexte, l'AIEA doit être le principal organe chargé d'aider les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) à pleinement mettre en œuvre l'article IV du TNP, selon lequel les États parties

« s'engagent à faciliter un échange aussi large que possible d'équipement, de matières et de renseignements scientifiques et technologiques en vue des utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ».

En vertu de son mandat, l'Agence devrait redoubler d'efforts pour coopérer et aider les pays dans le domaine du nucléaire, et en particulier avec les pays en développement. Malheureusement, ces activités de l'AIEA ont pris du retard sur ses autres activités, en particulier sur ses activités de vérification. Quelques pays considèrent que l'AIEA n'est rien d'autre qu'un instrument de vérification. En adoptant cette conception sélective de l'AIEA au cours des 10 dernières années, ils ont essayé de la dévaloriser et de la transformer en une entité réduite à une activité unique. Par exemple, ils qualifient, à tort, l'AIEA d'organisme de surveillance.

En ce qui concerne les fonctions de vérification de l'AIEA, nous accordons une grande importance au rôle unique de l'Agence qui est le seul organe ayant compétence en matière d'activités de vérification, conformément aux dispositions de son statut et du TNP. Nous réaffirmons également le caractère indépendant et technique de l'AIEA et, à cet égard, tous les États membres devraient respecter les dispositions du statut et éviter d'utiliser l'Agence comme instrument politique pour promouvoir leurs intérêts à court terme.

Nous insistons également sur l'importance de la protection des informations confidentielles fournies par les États membres et sur notre préoccupation à l'égard de la poursuite de la divulgation illégale d'informations névralgiques et confidentielles. Une confirmation de cette tendance ne ferait que porter atteinte à la crédibilité et à l'intégrité de l'AIEA.

Comme il est réaffirmé dans le TNP, l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques est un droit inaliénable de tous les États parties au Traité, un droit qui ne saurait être légalement transféré d'un État à un autre. Il est particulièrement préoccupant que certains États dotés d'armes nucléaires et leurs alliés, sous prétexte de garantir la non-prolifération, imposent diverses restrictions et limitations sur les modes de transfert des matières, des équipements et des technologies nucléaires destinés aux pays en développement à des fins pacifiques. Bien qu'ils soient obligés en vertu de l'article IV du TNP de coopérer avec les États parties non dotés d'armes nucléaires dans le domaine des technologies nucléaires, ils continuent d'élargir les restrictions existantes et d'en imposer de nouvelles en invoquant comme prétextes le contrôle des exportations, la sécurité nucléaire, le terrorisme nucléaire et les stratégies multilatérales dans le contexte du cycle du combustible nucléaire.

Les mêmes pays qui prétendent être les gardiens du TNP étendent leur coopération avec les États non parties au Traité et leur accordent des dérogations à ces restrictions. La coopération nucléaire de quelques États dotés d'armes nucléaires avec le régime sioniste montre clairement qu'ils ne respectent ni la lettre ni l'esprit du TNP. Ceci est un bon exemple de leurs politiques paradoxales à l'égard du TNP. Cette stratégie sélective et discriminatoire ne fera que porter atteinte au sérieux et à l'intégrité du TNP et de l'AIEA. À cet égard, lorsque nous écoutons attentivement aujourd'hui le discours de M. ElBaradei, le Directeur

général de l'AIEA, nous nous attendions à ce qu'il mentionne ce point important.

La République islamique d'Iran attache une grande importance à l'universalité des garanties du TNP et de l'AIEA. Les récentes résolutions de la Conférence générale de l'AIEA au sujet de l'application des garanties de l'Agence au Moyen-Orient et des capacités nucléaires du régime israélien – résolutions qui ont été réaffirmées dans les projets de résolution adoptés récemment par la Première Commission, sont des messages forts envoyés par la communauté internationale au régime sioniste.

Ce régime, le seul État n'étant pas partie au TNP au Moyen-Orient, constitue le principal obstacle à la mise en place d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Le programme clandestin de ce régime en matière d'armes nucléaires mené dans des installations secrètes non soumises aux garanties, représente la menace la plus grave à la paix et à la sécurité régionales et internationales. Nous demandons à tous les États Membres de déployer des efforts concertés et de pleinement honorer leurs obligations au titre du TNP et de la résolution de 1995 portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer que la République islamique d'Iran, en tant qu'État partie au TNP, estime que le développement de la technologie nucléaire à des fins pacifiques est un droit inaliénable de tous les États parties au TNP. À cet égard, nous avons investi des ressources humaines et matérielles considérables dans le domaine de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Cette politique est fondée sur un plan à long terme minutieusement étudié visant à répondre aux besoins énergétiques de plus en plus importants de notre pays et de sa population en forte augmentation. Comme nous l'avons réaffirmé à maintes reprises, le programme nucléaire iranien est et a toujours été à des fins pacifiques.

M. Benítez Versón (Cuba) (*parle en espagnol*) : Cuba remercie M. Mohamed ElBaradei, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), de sa présentation du rapport de l'Agence.

Cuba accorde une importance toute particulière à la coopération technique de l'AIEA. Pour nous, pays en développement, il est de plus en plus nécessaire d'utiliser les applications du nucléaire pour répondre à

nos problèmes. Le pilier coopération technique de l'Agence doit être renforcé et doté des ressources nécessaires, inconditionnellement et conformément à ses priorités.

À Cuba, l'application des technologies nucléaires dans des domaines cardinaux de l'économie est grandement appréciée. L'intégration harmonieuse des projets de coopération technique aux programmes prioritaires de développement du pays est l'un de nos objectifs. Ainsi, nous avons accru notre participation aux projets régionaux de coopération, en particulier à ceux qui s'inscrivent dans le cadre de l'Accord régional de coopération pour la promotion des sciences et techniques nucléaires en Amérique latine de l'AIEA, conformément à la priorité que nous accordons à la coopération entre pays en développement.

En 2008, Cuba a continué d'augmenter ses contributions au programme de coopération technique de l'AIEA. Elle a notamment déployé 29 experts cubains dans 53 missions internationales de l'Agence et huit professeurs dans des activités de coopération technique. En outre, neuf spécialistes d'autres pays ont mené des activités de formation à Cuba.

Cuba se félicite du Programme d'action en faveur de la cancérothérapie. Nous nous félicitons de l'entrée en vigueur du programme conjoint de lutte contre le cancer de l'Organisation mondiale de la Santé et de l'AIEA.

Notre pays consacre d'importantes ressources humaines et financières à la réalisation de ses obligations en matière de garanties. Nous sommes heureux de faire partie des pays où le secrétariat de l'AIEA n'a constaté aucun détournement de matières nucléaires déclarées pour des activités à des fins pacifiques et aucun indice de matières ou d'activités nucléaires non déclarées.

L'injuste blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba continue de nuire aux activités d'acquisition de l'AIEA destinées à la mise en œuvre de projets dans notre pays. Le secrétariat doit faire face à des difficultés sans cesse croissantes pour acquérir les équipements scientifiques approuvés dans le cadre des projets menés à Cuba, et ce parce que les entreprises des États-Unis ou celles dont une partie du capital appartient à ce pays ne peuvent pas vendre ces équipements à Cuba au risque, sinon, de faire l'objet de sanctions. Cette situation alourdit le coût de

l'exécution de nos projets car nous devons acheter l'équipement dans des pays éloignés.

L'AIEA se soumet actuellement à une analyse en vue d'améliorer son fonctionnement. Pour que cet exercice soit fructueux, nous devons tenir compte des grandes différences qui existent entre les programmes nucléaires des États membres de l'Agence. Un grand nombre d'États, comme nous, sont en possession de quantités minimales de matériaux nucléaires et beaucoup ne disposent même pas d'installations nucléaires, telles que les définissent les garanties. On ne peut donc pas élaborer des mesures générales en pensant uniquement à ceux qui disposent de programmes nucléaires de grande ou moyenne ampleur.

Il faut en outre s'assurer que le processus de vérification se déroule de manière juste et impartiale, ce qui est une condition indispensable au maintien de la paix et de la sécurité dans nos pays. Nous devons absolument veiller à ce que le processus de vérification ne donne lieu à aucune pression ou ingérence indues, qui saperaient l'efficacité et la crédibilité de l'Agence.

Cela fait longtemps que les manœuvres politiques entourant ce qu'il est convenu d'appeler « le dossier nucléaire iranien » auraient dû cesser, de même qu'il faut mettre fin aux deux poids deux mesures qui caractérisent notamment les accusations portées contre la République arabe syrienne et réfuter l'argument inacceptable selon lequel il est impossible de créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, comme la communauté internationale n'a cessé de le demander ces dernières décennies.

Nous réaffirmons qu'il est nécessaire de respecter le droit inaliénable de tous les États à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et nous mettons l'accent sur le fait que les mesures volontaires ne devraient jamais devenir des obligations pour tous les États. Nous insistons en outre sur le fait que l'AIEA est la seule autorité compétente pour vérifier le respect des obligations souscrites en vertu des différents accords de garanties des États. Nous espérons que l'Agence sera en mesure de poursuivre son travail sans ingérence extérieure.

Cuba rejette en outre toute tentative pour se servir de l'approvisionnement en combustible nucléaire en vue d'exercer des pressions politiques ou économiques ou pour en faire un mécanisme donnant à quelques pays le monopole de sa distribution.

Cuba réaffirme sa conviction que seule l'élimination totale des armes nucléaires contribuera à garantir la paix et la sécurité internationales. Malgré les espoirs de changement, il est préoccupant de constater que l'on continue de mettre en œuvre des politiques militaristes et que l'on dépense plus d'un milliard de dollars chaque année dans l'industrie de l'armement, en mettant au point des armes et en élaborant des stratégies nucléaires notamment.

Nous pouvons inverser cette tendance. Des perspectives nouvelles se dessineront dans les prochains mois et la Conférence d'examen du TNP de 2010 sera le moment idéal pour faire prévaloir l'importance d'une action multilatérale dont l'objectif est de créer un engagement réel à l'égard du développement, du désarmement nucléaire et de la paix mondiale.

Je voudrais, pour terminer, réitérer le respect et la haute estime des autorités de mon pays à l'égard de M. Mohammed ElBaradei que nous remercions pour sa direction et sa gestion de l'Agence. Nous sommes convaincus que la tradition de professionnalisme et d'impartialité qu'il laissera continuera de guider les travaux de l'Agence. Nous félicitons également l'Ambassadeur Yukiya Amano du Japon pour son élection à la direction générale. Nous voudrions l'assurer de notre pleine coopération et lui souhaiter plein succès dans sa tâche.

M. Kleib (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier, au nom de ma délégation, M. Mohamed ElBaradei, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), de son exposé sur le rapport annuel de l'AIEA. Nous voudrions également dire notre immense gratitude à M. ElBaradei pour tous les efforts qu'il déploie pour diriger efficacement l'AIEA et pour sa contribution à la paix et la sécurité internationales. Il a dirigé l'Agence avec beaucoup de crédibilité, un professionnalisme exceptionnel et des qualités humaines rares. Nous félicitons également l'Ambassadeur Yukiya Amano de son élection à la direction générale de l'AIEA. Nous sommes convaincus que sous son habile direction, l'Agence continuera de promouvoir son rôle.

M. Tommo Monthe (Cameroun), Vice-Président, assume la présidence.

Il convient de faire l'éloge des travaux réalisés par l'AIEA ces dernières années. L'Indonésie se félicite

des activités de l'AIEA à l'appui des progrès enregistrés en matière d'applications nucléaires, de promotion du développement socioéconomique grâce à la coopération technique et de contribution à la paix et à la sécurité mondiales. La coopération technique est l'un des meilleurs moyens de promouvoir les utilisations pacifiques de l'énergie atomique en faveur du développement durable. Nous espérons donc que cette coopération s'élargira et bénéficiera des financements nécessaires. L'AIEA doit chercher à assurer une répartition plus équilibrée de son budget en donnant autant d'importance à chacun des trois piliers.

La question des approches multilatérales du cycle du combustible nucléaire a fait l'objet de débats au sein de l'AIEA ces dernières années. L'élaboration d'un dispositif relatif au cycle du combustible nucléaire est en effet indispensable pour renforcer le régime de non-prolifération en vigueur. Toute proposition à cet égard ne doit pas porter atteinte au droit de tous les États de finaliser tous les aspects de la science nucléaire et de la technologie à des fins pacifiques. Nous convenons que cette question complexe nécessite un examen minutieux de notre part pour veiller à tenir compte de tous les aspects techniques, juridiques, économiques et politiques avant de prendre une décision finale.

L'Indonésie estime qu'il est également de la plus haute importance de garantir un haut degré de sécurité nucléaire dans le monde. Nous appuyons donc les efforts déployés par l'Agence pour promouvoir l'acceptation de toutes les normes de sûreté de l'AIEA en tant que régime préféré à l'échelon mondial pour protéger les personnes et l'environnement contre les accidents nucléaires et les effets nocifs des radiations. L'utilisation des normes de sécurité internationales et l'échange de données d'expérience sur une base plus régionale peuvent aussi être encouragés par la création de réseaux de sécurité régionaux tels que le réseau de sécurité nucléaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

S'agissant de la sécurité nucléaire, l'Indonésie appuie les activités de l'Agence et reconnaît les risques et dangers associés au trafic illégal et à la possession de matériaux nucléaires par des groupes terroristes. Toutefois, les efforts déployés par la communauté internationale pour prévenir le terrorisme nucléaire doivent toujours être entrepris dans le cadre juridique mondial en vigueur. Il ne faut pas détourner l'attention

de l'AIEA de ses activités statutaires, notamment en matière de promotion.

Nous continuons à appuyer les efforts de l'Agence pour renforcer l'efficacité et l'efficacité de son régime de garanties. Le système de garanties fait à la fois partie intégrante du régime de non-prolifération nucléaire et du désarmement nucléaire.

En tant qu'État partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et membre de la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est, l'Indonésie a mis en vigueur un accord de garanties généralisées et un protocole additionnel et a, de concert avec l'AIEA, mis en œuvre et intégré un régime de garanties. Nous nous réjouissons donc de la création à Séoul en avril dernier du Réseau de garanties pour l'Asie et le Pacifique dont nous attendons avec intérêt sa première réunion, prévue en avril prochain en Indonésie.

Le rôle de l'AIEA dans la lutte contre la prolifération nucléaire et la nécessité de lui fournir d'urgence tous les moyens lui permettant de s'acquitter de ses responsabilités de vérification de manière efficace et crédible ont été mis en lumière par les défis qui se sont présentés ces dernières années en matière de vérification. Il convient aussi de poursuivre les efforts entrepris pour que les activités de vérification soient économiquement justifiées tout en maintenant un degré élevé de qualité technique et de crédibilité. Sur la question de la vérification nucléaire dans certains pays, comme la République populaire démocratique de Corée et la République islamique d'Iran, l'Indonésie reste favorable aux efforts diplomatiques en vue du règlement rapide et pacifique des questions nucléaires. Nous espérons que toutes les parties concernées feront preuve de patience, de retenue et de souplesse. Ce n'est que par un dialogue et des consultations sur le fond que nous pourrions véritablement trouver une solution globale, pacifique et durable.

Nous nous félicitons des résultats de la cinquante troisième session de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) qui s'est tenue à Vienne en septembre dernier, y compris de l'adoption de la résolution sur les capacités nucléaires israéliennes (GC(53)/RES/17). À cet égard, l'Indonésie est très préoccupée par le fait qu'on ne parvient toujours pas à faire du Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires. Nous sommes perturbés

par l'attitude d'Israël qui persiste à refuser de soumettre ses installations nucléaires au régime de garanties de l'AIEA. Or, on ne progressera que si Israël soumet toutes ses installations nucléaires au régime de garanties de l'Agence et devient partie au Traité de non-prolifération des armes nucléaires, comme un certain nombre de résolutions de l'Assemblée générale et de la Conférence générale de l'AIEA l'exhortent à le faire.

À cet égard, nous ne pouvons nous empêcher d'établir un parallèle. Nous avons constaté que de fortes pressions ont été exercées sur d'autres pays de la région pour qu'ils suivent les directives de l'AIEA. Cela signifie qu'aucun pays du Moyen-Orient ne peut pas être exempté de suivre le régime de garanties de l'AIEA ou de se conformer aux obligations qui en résultent.

Finalement, nous réitérons, en tant que l'un des premiers auteurs, notre appui au projet de résolution A/64/L.7, présenté par la Malaisie.

M. Bashir (Soudan) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je voudrais remercier M. Mohamed ElBaradei, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour son rapport annuel, publié sous la cote GC (53)/7, présenté à l'Assemblée générale. Ce rapport fait état des plans et programmes établis par l'Agence en vue de développer le transfert des technologies à des fins pacifiques et de maintenir un régime général de sécurité nucléaire, tout en renforçant la sécurité des installations nucléaires. Cela démontre le rôle important que l'AIEA a toujours joué et continuera de jouer dans le domaine de la coopération en matière d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et en vue du développement. Nous voudrions également rendre hommage aux efforts déployés par M. ElBaradei et souhaiter à son successeur, M. Amano, plein succès dans ses activités futures.

Le Soudan accorde beaucoup d'importance aux applications de la technologie nucléaire mentionnées dans le rapport qui visent à renforcer la sécurité alimentaire, développer des techniques avancées pour lutter contre les maladies et gérer de manière efficace les ressources en eau et les ressources techniques pour établir des systèmes modernes d'irrigation dans le contexte de grands projets agricoles. Par conséquent, il importe plus que jamais de renforcer la coopération de l'Agence avec l'UNICEF et l'Organisation mondiale

de la Santé dans les domaines de l'éducation et de l'agriculture.

L'assistance accordée aux pays en développement pour qu'ils mettent en place leurs propres régimes techniques nationaux complète les efforts de l'Agence pour la mise en œuvre des plans et programmes de coopération technique. Nous espérons que cette coopération se développera dans le cadre des programmes entrepris par l'Organisation mondiale de la Santé dans les secteurs de la santé, pour relancer les projets régionaux et continentaux visant à lutter contre les insectes porteurs de paludisme et les autres fléaux dévastateurs en Afrique, afin que le continent africain continue d'exécuter des programmes et des activités de développement socioéconomique en vue de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement et le programme économique convenu au plan international.

Le Soudan réaffirme que les États ont le droit de mener des activités de recherche et de produire l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination et conformément aux engagements issus des instruments et des accords internationaux. Par ailleurs, la délégation de notre pays réaffirme que les États doivent s'abstenir d'exercer des pressions sur l'Agence ou de s'ingérer dans son travail ou ses activités afin de garantir sa crédibilité et son rôle crucial. Ainsi, nous demandons une approche juste et équitable afin d'aborder avec certains États les questions encore pendantes par le dialogue et la négociation, en vue de leur trouver des solutions adéquates.

La délégation soudanaise réaffirme sa position de longue date qui est qu'elle appuie les aspirations de toutes les régions à devenir des zones exemptes d'armes nucléaires, en commençant par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui est l'un des piliers fondamentaux de la paix et de la sécurité internationales. Nous sommes vivement préoccupés par le fait que le Moyen-Orient est toujours loin d'atteindre cet objectif par suite des objections d'Israël, seul État doté de l'arme nucléaire dans la région, et de son refus de soumettre ses programmes nucléaires au régime de garanties généralisées de l'Agence. En outre, nous sommes préoccupés par le fait qu'il continue de faire fi des nombreux demandes et appels de la communauté internationale à cet effet. L'engagement d'Israël à se conformer au Traité et à son protocole additionnel est vital pour éliminer les tensions dans la région et

contribuerait à renforcer la paix régionale et internationale.

Ma délégation se réjouit des efforts déployés par l'Agence en Afrique, et nous espérons que son budget augmentera, surtout dans les domaines de la lutte contre les maladies et de l'appui aux centrales nucléaires visant à lutter contre les maladies et la pauvreté en Afrique.

M. Kim Bonghyun (République de Corée) (*parle en anglais*) : Ma délégation tient à remercier le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. ElBaradei, pour son rapport détaillé sur les vastes activités de l'Agence. Elle profite de cette occasion pour le féliciter de l'excellent travail qu'il a réalisé pendant 12 ans en qualité de Directeur général de l'AIEA. Il ne fait aucun doute que sa vision ainsi que son engagement à l'impartialité professionnelle, à la transparence et à la coopération équitable avec les États Membres constitueront un héritage durable pour l'AIEA et la communauté internationale.

En ce qui concerne le rapport annuel de l'AIEA pour 2008, nous notons avec satisfaction les réalisations nombreuses et utiles de l'Agence dans les domaines de l'énergie nucléaire, des applications nucléaires, de la sûreté, de la sécurité et des vérifications au cours de la période couverte par le rapport. La République de Corée tient à souligner l'importance du rôle joué par l'AIEA dans la promotion de l'utilisation sûre et pacifique de la science et de la technologie nucléaire et à réitérer sa volonté de coopérer avec l'Agence dans tous ses domaines d'activité.

Ma délégation voudrait aborder certaines questions qui nous semblent pertinentes pour les activités futures de l'AIEA. Premièrement, nous sommes fermement convaincus que l'universalisation des accords généraux de garanties de l'AIEA et des protocoles additionnels est essentielle pour améliorer le régime actuel de garanties et de vérification. En particulier, nous estimons que les protocoles additionnels sont devenus une norme importante en matière de vérification, les récents événements ayant montré que les accords généraux de garanties ne suffisent plus à eux seuls à permettre à l'Agence de s'acquitter pleinement de son mandat. Dans ce contexte, nous appelons les États qui ne l'ont pas

encore fait à conclure de tels accords avec l'Agence et à les mettre en œuvre sans tarder.

Deuxièmement, la République de Corée se félicite du rôle directeur joué par l'Agence dans la mise en place d'un nouveau cadre multilatéral pour l'approvisionnement en combustible nucléaire. Nous estimons qu'un dialogue plus constructif et approfondi au sein de l'AIEA pourrait permettre de traiter de manière adéquate des effets causés par les différents points de vue sur les concepts de base et les questions techniques. Tout nouveau mécanisme pour l'approvisionnement en combustible nucléaire devrait remplir les conditions de base posées par chaque État membre et la communauté internationale dans son ensemble, et permettre un accès fiable, abordable et équitable aux combustibles nucléaires, tout en réduisant les risques de prolifération. En tant que grande utilisatrice d'énergie nucléaire, la République de Corée continuera de participer et de contribuer positivement aux discussions en la matière.

Troisièmement, le terrorisme nucléaire représente une réelle menace à la paix et à la sécurité internationales, du fait surtout du risque croissant d'attaques terroristes et des graves conséquences qu'a chaque accident. Les activités relatives à la sécurité nucléaire sont l'une des fonctions les plus importantes de l'AIEA. Bien que nous nous félicitons des progrès accomplis par l'Agence grâce à la mise en œuvre du Plan sur la sécurité nucléaire pour 2006-2009, nous encourageons toutefois l'Agence à continuer de redoubler d'efforts pour renforcer la sécurité nucléaire et à travailler en étroite coopération avec d'autres initiatives internationales dans ce domaine.

L'utilisation plus large de l'énergie nucléaire exige que l'on renforce la non-prolifération nucléaire et qu'on prenne, aujourd'hui plus que jamais, des mesures de sécurité plus strictes. À cet égard, le règlement pacifique de la question nucléaire en rapport avec la République populaire démocratique de Corée est essentiel à la garantie de la paix et de la prospérité à long terme dans la péninsule coréenne et dans la région de l'Asie du Nord-Est.

Depuis la session de l'Assemblée générale de l'année dernière, les efforts internationaux visant à vérifier la dénucléarisation de la République populaire démocratique de Corée se sont heurtés à une série d'actes de provocation menés par ce pays. La République populaire démocratique de Corée a violé de

façon flagrante les accords conclus lors des pourparlers à six pays et les résolutions du Conseil de sécurité sur la question, non seulement en procédant à un essai nucléaire en mai dernier, mais aussi en lançant une série de roquettes de longue portée en avril et en procédant à des essais de missiles balistiques en juillet et en octobre.

L'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 1874 (2009) qui condamne dans les termes les plus vifs l'essai nucléaire de la République populaire démocratique de Corée et renforce le régime de sanctions existant déjà à l'encontre de ce pays montre clairement que le Conseil et la communauté internationale, unis et résolus dans une même volonté, sont déterminés à arrêter les activités de développement et de prolifération nucléaires de la République populaire démocratique de Corée. Ma délégation pense que toutes les nations devraient envoyer un message sans équivoque à la République populaire démocratique de Corée en s'acquittant pleinement de l'obligation d'imposer des sanctions prévue par la résolution 1874 (2009) du Conseil de sécurité.

La résolution de la Conférence générale de l'AIEA, adoptée par consensus en septembre, est un autre message ferme envoyé par la communauté internationale dans son ensemble à la République populaire démocratique de Corée. Ma délégation compte que la résolution amène la République populaire démocratique de Corée à se rendre compte que ses ambitions nucléaires ne seront pas tolérées.

Il est essentiel que la République populaire démocratique de Corée reprenne les pourparlers à six pays, abandonne complètement toutes ses armes nucléaires et tous ses programmes nucléaires existants de manière vérifiable et irréversible, conformément à la Déclaration commune du 19 septembre 2005, et adhère au régime du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, tout en respectant scrupuleusement ses obligations internationales et tous les engagements qu'elle a pris.

Le rôle de l'AIEA est essentiel pour que ce processus soit respecté; le Gouvernement coréen coopérera et coordonnera étroitement ses activités avec les pays concernés et l'Agence, afin de parvenir à un règlement pacifique de la question nucléaire de la République populaire démocratique de Corée et

d'instaurer la paix et la stabilité dans la région de l'Asie du Nord-Est et au-delà.

Pour terminer, je tiens à féliciter l'Ambassadeur Yukiya Amano de son élection au poste de Directeur général de l'AIEA et à l'assurer du plein appui et de la coopération de la République de Corée dans ses nouvelles fonctions.

M^{me} Sodov (Mongolie) (*parle en anglais*): Je m'associe aux autres représentants pour remercier le Directeur général, M. ElBaradei, d'avoir présenté le rapport sur les activités de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) au cours de l'année écoulée. Au nom du Gouvernement mongol, je tiens à saisir cette occasion pour dire à M. ElBaradei à quel point nous respectons son professionnalisme, la façon dont il a dirigé le travail de l'Agence et la contribution remarquable qu'il a apportée à la promotion des objectifs de l'Agence pendant ses 12 années de mandat. Les activités qu'il a menées, avec son équipe, pour promouvoir et développer les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire profiteront sans aucun doute aux générations futures. Nous lui souhaitons plein succès dans ses activités futures.

Je tiens également à féliciter chaleureusement le nouveau Directeur général de l'Agence, l'Ambassadeur Yukiya Amano. Je suis certaine que ses qualités humaines et sa riche expérience lui permettront de s'acquitter de ces importantes fonctions avec talent, efficacité, détermination et pragmatisme.

Ma délégation tient à féliciter l'AIEA des progrès impressionnants qu'elle a accomplis durant l'année écoulée, illustrés dans le rapport, et des résultats obtenus lors de la cinquante-troisième Conférence générale de l'Agence tenue à Vienne en septembre. Nous sommes certains que l'Agence continuera de jouer un rôle actif dans la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et, plus généralement, dans l'application des technologies nucléaires, notamment dans les domaines de la santé, de la production d'électricité, de la sécurité alimentaire, de la gestion des eaux, ainsi que dans le domaine de la prévention de la prolifération des armes nucléaires. Le Gouvernement mongol se félicite vivement des mesures proactives prises et de l'appui fort précieux apporté par l'Agence à ses membres, en particulier aux pays en développement.

La Mongolie entame une nouvelle phase de ses activités nucléaires à des fins pacifique et prend des

mesures concrètes pour développer la technologie de l'énergie nucléaire et promouvoir ses applications de manière plus large, en particulier dans les domaines de la santé et de l'agriculture. Le Parlement mongol a ainsi adopté cette année une politique et un plan d'action – la loi sur l'énergie nucléaire – sur l'utilisation de l'uranium et de l'énergie nucléaire, qui est entrée en vigueur en août. La loi a pour but de réglementer toutes les questions relatives à l'exploitation de minerais radioactifs et de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, à la sûreté nucléaire et radiologique et à la protection de la population, de la société et de l'environnement des incidences négatives liées aux rayonnements ionisants.

Pour renforcer les capacités de réglementation nucléaire du pays, le Gouvernement mongol a également créé une agence pour l'énergie nucléaire, sous la houlette du Premier Ministre, qui sera l'organe de réglementation nucléaire du Gouvernement. La Mongolie, qui dispose de larges réserves d'uranium, s'efforce de coopérer plus étroitement avec ses partenaires dans le domaine de la production de l'uranium, ce qui s'ajoute à l'assistance apportée par l'AIEA.

Comme dans de nombreuses autres régions du monde, les taux de morbidité et de mortalité dus au cancer sont en hausse dans mon pays. C'est maintenant la deuxième cause de mortalité parmi notre population. Consciente de la nécessité de renforcer ses capacités de diagnostic et de traitement et d'améliorer la qualité et l'accessibilité des services de cancérologie préventive donnant la priorité aux patients, la Mongolie a demandé à l'AIEA, en particulier au bureau du Programme d'action en faveur de la cancérothérapie (PACT), de lui apporter des conseils et son assistance.

À la suite de la visite du Directeur général, M. ElBaradei, en Mongolie en avril dernier, les missions intégrées du PACT se sont rendues dans le pays et présenteront bientôt leurs conclusions et leurs recommandations au Gouvernement mongol. Je tiens à saisir cette occasion pour remercier l'Agence et son bureau du PACT de l'appui et de l'aide qu'ils nous apportent pour relever ce défi du XXI^e siècle.

Ma délégation réaffirme le ferme attachement de la Mongolie à la réalisation des objectifs de non-prolifération et de désarmement nucléaires. En collaboration avec d'autres États non dotés d'armes nucléaires, elle s'efforce de faire de la future

Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) une étape décisive de nos efforts communs pour renforcer le régime du TNP et prendre des mesures pratiques afin d'instaurer un monde exempt d'armes nucléaires.

Dans cet esprit, la Mongolie a accueilli en avril dernier la première réunion des responsables des zones exemptes d'armes nucléaires, qui a adopté une déclaration en prévision de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 2010. J'informe les délégations intéressées que nous avons transmis au Secrétariat la déclaration du Président de la réunion d'Oulan-Bator afin qu'elle soit publiée comme document officiel de la présente session de l'Assemblée générale.

Le TNP ne peut pleinement jouer son rôle que si les États Membres peuvent compter que chacun respecte ses obligations en vertu du Traité. À cet égard, l'efficacité du système de garanties de l'Agence revêt la plus haute importance. Or aujourd'hui l'Accord de garanties généralisées n'est pas suffisant pour dissiper les soupçons. Seules des garanties intégrées, c'est-à-dire l'Accord de garanties généralisées associé à des protocoles additionnels, peuvent s'avérer plus efficaces. Elles représentent aujourd'hui la norme en matière de vérification. Nous demandons à tous les États qui ne l'ont pas encore fait de signer ou de ratifier ces deux instruments fondamentaux en matière de garanties et de vérification.

Mon gouvernement accorde beaucoup d'importance au renforcement de la paix et de la stabilité mondiales, en particulier en Asie du Nord-Est. Nous avons toujours préconisé la dénucléarisation de la péninsule coréenne, le maintien de la paix et de la stabilité dans cette région et le règlement pacifique, par le dialogue, de la question nucléaire de la République populaire démocratique de Corée. De même, la question nucléaire iranienne devrait elle aussi être réglée par le dialogue.

Pour terminer, je voudrais indiquer que la Mongolie, en tant que membre nouvellement élu du Conseil des gouverneurs de l'Agence, est déterminée à travailler en coopération étroite avec l'ensemble des autres membres de l'AIEA et avec son secrétariat afin de promouvoir les nobles objectifs de cette institution.

M. Bavaud (Suisse) : Le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) témoigne de l'excellente qualité et de l'envergure du travail effectué par l'Agence. Nous tenons à exprimer notre plein soutien à l'AIEA et nous nous réjouissons de coparrainer une nouvelle fois le projet de résolution (A/64/L.7) sur le rapport de l'Agence. Nous espérons que ce projet de résolution sera à nouveau adopté sans vote.

Cette année, nous tenons à remercier le Directeur général de l'Agence, M. Mohamed ElBaradei, qui va quitter ses fonctions après 12 années d'activités. Durant ses mandats à la tête de l'AIEA, M. ElBaradei a fait preuve d'indépendance et de responsabilité face aux difficultés de sa mission, renforçant ainsi la crédibilité de l'Agence et les idéaux en matière de non-prolifération et d'utilisation pacifique de l'énergie atomique.

À plusieurs reprises, M. ElBaradei a soumis à notre réflexion des sujets délicats, comme par exemple des propositions liées à la multilatéralisation du cycle du combustible nucléaire. Il a en ce sens fait preuve d'une grande vision politique. Par ses efforts, M. ElBaradei a indubitablement contribué à la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde.

La Suisse se réjouit de travailler avec le nouveau Directeur général de l'AIEA, M. Yukiya Amano, qui s'apprête à prendre ses fonctions à une période charnière pour l'Agence.

Avec la possibilité que de réels progrès en matière de désarmement nucléaire se concrétisent, il pourrait devenir de plus en plus réaliste que l'AIEA doive relever de nouveaux défis en matière de vérification. La Suisse, qui a toujours favorisé un équilibre entre le désarmement nucléaire et la non-prolifération, est prête à soutenir un tel développement au sein de l'Agence. Les récents progrès en matière de gestion budgétaire de l'Agence doivent également être salués, car ils pourraient contribuer à garantir à l'AIEA des bases plus solides en vue d'affronter de tels nouveaux défis.

La Suisse siège actuellement au Conseil des gouverneurs de l'AIEA et continuera de s'engager fermement pour soutenir l'Agence dans sa mission.

M. Paschalis (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : L'Afrique du Sud voudrait remercier le Directeur général de l'Agence internationale de

l'énergie atomique de son rapport éclairant et complet sur les activités, les difficultés et les résultats de l'Agence en 2008. Ma délégation constate avec satisfaction que l'Agence s'est acquittée avec succès de son mandat statutaire.

La présente séance intervient à un moment de préoccupation croissante devant l'incapacité où se trouvent la communauté internationale, et plus particulièrement les pays en développement et le continent africain, d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Cette situation rend encore plus impérative la nécessité de coopérer et de coordonner nos efforts à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement partout dans le monde.

Dans ce contexte, l'Afrique du Sud se félicite des activités louables entreprises par l'Agence pour renforcer la coopération internationale en matière de sûreté nucléaire, de sûreté radiologique, de sûreté du transport et de la gestion des déchets, ainsi que concernant les sciences, la technologie et les applications nucléaires. Ces activités peuvent contribuer à améliorer nos chances d'atteindre certains des objectifs du Millénaire pour le développement.

Au titre de sa contribution à la mise en œuvre des aspects du travail de l'Agence liés au développement, l'Afrique du Sud participe aux activités suivantes. Consciente de l'importance de la gestion des connaissances en matière nucléaire, l'Afrique du Sud participe activement aux programmes de bourses et aux visites scientifiques de l'Agence, à la fois comme prestataire et comme bénéficiaire. Mon pays a construit un accélérateur afin de fournir un enseignement et une formation efficaces dans le domaine nucléaire. De ce fait, certaines de nos institutions proposent maintenant une maîtrise de sciences spécialisées en matière d'accélérateurs et de sciences nucléaires afin de pouvoir mettre les connaissances acquises grâce à ces installations au service de partenaires régionaux potentiels.

L'Afrique du Sud accueillera la neuvième Conférence mondiale sur la radiographie aux neutrons, dont le but est de réunir chercheurs, étudiants et boursiers afin d'échanger des informations, de former des réseaux et de renforcer les relations entre les partenaires internationaux dans le domaine de la recherche sur la radiographie aux neutrons.

En collaboration avec l'Agence, l'Afrique du Sud accueillera également la Conférence internationale sur l'efficacité des systèmes de régulation nucléaire, sur le thème « Continuer de renforcer le régime mondial de la sûreté et de la sécurité nucléaires ». Cette Conférence mettra, entre autres, l'accent sur la responsabilité qui incombe aux régulateurs, aux opérateurs et aux fournisseurs de préserver la sûreté et la sécurité des infrastructures nucléaires à l'échelle mondiale et de promouvoir une culture de la sûreté et de la sécurité nucléaires.

L'Afrique du Sud considère que la gestion des déchets radioactifs est un maillon important dans la chaîne de l'utilisation de l'énergie nucléaire. À cet égard, la gestion des déchets radioactifs constitue un élément à part entière de la politique sud-africaine en matière d'énergie nucléaire et elle fait l'objet d'une attention particulière dans le cadre de notre politique et stratégie de gestion des déchets radioactifs.

En janvier, notre parlement a adopté la loi sur l'institution nationale des déchets radioactifs, portant création d'un institut national d'évacuation des déchets radioactifs chargé de la gestion des déchets à l'échelle nationale. Les progrès se sont poursuivis avec l'installation du premier accélérateur de spectrométrie de masse sur le continent africain au laboratoire de iThemba des sciences de l'accélérateur (iThemba LABS). En outre, la caméra EXACT3D mise hors service par l'hôpital Hammersmith de Londres et gracieusement offerte à l'Université du Cap a été transférée au laboratoire d'iThemba, qui devient ainsi le deuxième centre opérationnel au monde dans ce domaine.

Pour faire face à la pénurie mondiale d'isotopes de molybdène 99 et ses répercussions négatives sur le traitement médical des patients, l'Afrique du Sud s'efforce par tous les moyens de combler cette lacune, en tenant compte évidemment des limites opérationnelles que tout le monde connaît et comprend. L'Afrique du Sud est maintenant membre d'une commission spéciale de l'Organisation de coopération et de développement économiques chargée de la stabilisation des approvisionnements mondiaux en radioisotopes.

En outre, l'entreprise sud-africaine du réacteur modulaire Pebble Bed avance dans ses travaux de construction pour la mise en service d'un réacteur modulaire Pebble Bed en 2018. Alors que le passage

d'une conception basée sur l'énergie électrique à un concept polyvalent en mesure de fournir de l'électricité et aussi de la chaleur industrielle a retardé le programme, il n'en a pas moins élargi sa clientèle potentielle. Le succès de cette technologie de pointe peut contribuer sensiblement à l'approvisionnement en énergie locale et internationale.

De plus, l'Afrique du Sud accorde une grande priorité aux activités de l'AIEA – auxquelles elle participe activement – en faveur du développement de l'agriculture, en particulier sur le continent africain. S'agissant du mandat de l'Agence dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, l'Afrique du Sud appuie les activités que l'AIEA a menées durant la période à l'examen dans les domaines de la sûreté et de la vérification nucléaires. À cet égard, ma délégation note avec satisfaction que la République du Congo et le Kenya se sont joints aux nombreux autres pays africains qui se sont acquittés ces dernières années des engagements qu'ils ont souscrits en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en concluant des accords de garanties avec l'Agence.

L'Afrique du Sud est d'avis qu'un système de garanties renforcé est essentiel pour traiter de la non-prolifération des armes nucléaires et se tenir informé des activités nucléaires des États. Des garanties renforcées, pour peu qu'elles soient étayées par les capacités de détection nécessaires, contribueraient à instaurer la confiance pour ce qui est de l'application pacifique de l'énergie nucléaire et, par conséquent, faciliteraient le transfert de technologie nucléaire et l'utilisation de l'énergie nucléaire au profit des pays en développement. C'est la raison pour laquelle l'Afrique du Sud appelle les États Membres qui n'ont pas encore conclu l'accord de garanties avec l'Agence, auxquelles oblige le Traité, à le faire dès que possible.

S'agissant de la République populaire démocratique de Corée, nous partageons les préoccupations exprimées par d'autres membres au sujet de l'interruption des activités de surveillance et de vérification de l'Agence dans ce pays. L'Afrique du Sud invite et encourage la République populaire démocratique de Corée à permettre aux inspecteurs de l'AIEA de reprendre leurs activités de surveillance et de vérification en territoire coréen. L'Afrique du Sud a régulièrement appelé la République populaire démocratique de Corée à stopper totalement et de manière vérifiable tout programme d'armes nucléaires, à réintégrer le TNP dès que possible, à signer et ratifier

le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et à placer toutes ses installations et matériel nucléaires sous les garanties généralisées de l'AIEA.

S'agissant de l'Iran, nous sommes encouragés par la coopération renforcée entre l'AIEA et la République islamique d'Iran et nous appelons l'Iran à coopérer pleinement avec l'Agence ainsi qu'à appliquer les résolutions contraignantes adoptées à cet effet par le Conseil de sécurité pour le règlement de cette question – tout en gardant le droit de développer la technologie nucléaire à des fins pacifiques conformément à la lettre et à l'esprit du TNP. Nous constatons également qu'il existe actuellement des possibilités du fait que les parties concernées sont disposées à entamer des pourparlers qui, nous l'espérons, aboutiront à de sérieuses discussions pour le règlement des questions liées au programme nucléaire iranien.

Nous sommes conscients que le changement climatique constitue une grave menace à l'échelle mondiale, notamment dans le secteur de l'énergie, et nous espérons que la Conférence de Copenhague en décembre prendra les décisions qui s'imposent, en tenant compte des impératifs de développement socioéconomiques des nations en développement.

Pour conclure, je voudrais qu'il soit pris acte publiquement de la très grande estime qu'a l'Afrique du Sud pour le travail et les réalisations de M. ElBaradei et de l'Agence internationale de l'énergie atomique au cours des 12 dernières années. M. ElBaradei a présidé aux destinées de l'Agence avec beaucoup de dignité, d'intégrité et d'impartialité, vertus qui ont permis de rétablir la confiance dans la mission de l'Agence, le prix Nobel de la paix est là pour le prouver. Nous souhaitons à M. ElBaradei tout le succès qu'il mérite à l'avenir. L'Afrique du Sud félicite son successeur au poste, l'Ambassadeur Amano du Japon, et s'engage à travailler de manière constructive avec le nouveau Directeur général et avec le secrétariat.

M. AlSanad (Koweït) (*parle en arabe*) : L'Assemblée générale débat aujourd'hui d'un point de l'ordre du jour important qui se rapporte directement aux principes sur la base desquels ont été créés les Nations Unies, en particulier ceux relatifs au maintien de la paix et de la sécurité internationales et au contrôle de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins non pacifiques.

L'État du Koweït a examiné avec satisfaction le rapport annuel intéressant et remarquable de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour 2008, et souhaite transmettre sa profonde appréciation et sa gratitude au Directeur général de l'AIEA, M. Mohamed ElBaradei, pour avoir mis toute son expérience et ses connaissances au service de l'Agence pendant plus de dix ans. Nous lui souhaitons plein succès dans ses entreprises futures. Le Koweït remercie également le personnel de l'Agence pour tous les efforts diligents qu'il a déployés afin de réaliser les objectifs et les aspirations des peuples et des pays du monde en consolidant le principe d'une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire pour le bien et le bien-être de l'humanité.

Le Koweït présente également ses félicitations au nouveau Directeur général de l'AIEA, S. E. l'Ambassadeur Yukiya Amano, et l'assure de son intention de coopérer avec lui pleinement et systématiquement dans ses efforts pour mener à bien sa mission. Nous félicitons également le Conseil des gouverneurs pour le rôle qu'il a joué.

Depuis son accession au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) il y quarante ans, l'État du Koweït n'a pas cessé de travailler et de coordonner ses efforts avec le Département de la coopération technique de l'AIEA pour créer des laboratoires spécialisés de mesure des isotopes radioactifs dans l'air et le sol koweïtiens. Pressé de construire ses propres installations et fermement convaincu qu'il importe de former un personnel national qualifié dans le domaine de la radiation nucléaire et des équipements de protection radioactive, mon pays a pris l'initiative d'accueillir des ateliers régionaux en coopération avec l'Agence, dont le dernier en date sur la planification de l'énergie nucléaire tenu du 18 au 29 octobre à l'Institut de la recherche scientifique. De plus, mon pays a toujours eu à cœur d'envoyer des stagiaires participer à des stages de formation organisés au Siège de l'AIEA. Cette année, il a participé activement au colloque international sur la sécurité nucléaire, tenu à Vienne du 30 mars au 3 avril, pour aider à former des douaniers aux techniques de détection et de maniement sûr de matériel radioactif et à former du personnel à la lutte contre le terrorisme nucléaire.

L'AIEA, par le biais de son programme de technologie nucléaire, promeut l'échange d'informations et de connaissances dans le domaine

nucléaire, ainsi que le transfert de ce savoir aux États Membres, notamment aux pays en développement. L'objectif du programme est de faciliter l'utilisation des sciences nucléaires et des technologies connexes afin d'aider les États à mettre cette technologie au service de leurs besoins sociaux et économiques de manière durable dans des domaines tels que la production de denrées alimentaires, la gestion des ressources hydriques, la protection de l'environnement et la santé.

Dans ce contexte, l'État du Koweït insiste sur le fait qu'il importe de mettre les États Membres mieux à même d'utiliser les applications nucléaires pour parvenir à assurer durablement la sécurité alimentaire, par exemple en utilisant la technologie pour remédier aux problèmes de détérioration du sol, améliorer la gestion de la production agricole et du bétail, lutter contre les insectes, et améliorer la qualité et la protection des produits alimentaires. L'État du Koweït souligne aussi qu'il faut consolider les efforts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour réaliser la sécurité alimentaire durable, surtout en ce temps de crise alimentaire mondiale qui préoccupe vivement la majorité des États du monde, et particulièrement les pays pauvres et en développement.

Inaugurant une nouvelle phase dans le développement des relations de mon pays avec l'AIEA et du fait qu'il souhaite diversifier les ressources d'énergie, son Altesse, l'Émir du Koweït a demandé au Gouvernement koweïtien d'élaborer une stratégie nationale intégrée pouvant bénéficier de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. En outre, le Conseil des Ministres a décidé en mars, sur la recommandation de l'AIEA, de créer la Haute Commission nationale de l'énergie nucléaire, dirigée par son Altesse le Premier Ministre.

Dans ce contexte, les États Membres du Conseil de coopération du Golfe qui cherchent à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, débattront, au cours du sommet des chefs d'État prévu pour décembre au Koweït, de la création d'un centre de formation nucléaire, en coordination avec l'AIEA, pour former des cadres des pays du Golfe dans le domaine de la sécurité de l'énergie nucléaire.

Le rôle vital que joue l'AIEA en veillant à ce que l'énergie nucléaire ne soit pas utilisée à des fins militaires et en maximisant ses applications pacifiques ne peut pas être rempli sans les efforts combinés de

tous les États. Le Moyen-Orient ne peut pas réaliser son objectif en matière de paix et de stabilité tant qu'Israël reste le seul pays de la région qui refuse de soumettre ses établissements nucléaires au régime de sécurité générale de l'Agence, ce qui représente un obstacle majeur à l'universalité du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et crée un sérieux déséquilibre dans la promotion du régime de non-prolifération. Cette situation anormale encourage les autres États à tenter de posséder des armes nucléaires au vu de la souplesse dont fait preuve la communauté internationale dans ses rapports avec les pays qui refusent d'ouvrir leurs installations nucléaires et leurs réacteurs aux inspecteurs internationaux.

Face à l'intransigeance d'Israël, ma délégation appelle la communauté internationale à faire pression sur Israël afin qu'il signe le TNP et qu'il soumette tous ses locaux aux garanties de l'AIEA. Nous soulignons également le droit de tous les États de la région d'acquérir la technologie et les connaissances nécessaires à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, conformément aux accords internationaux. Cela fera du Moyen-Orient, et notamment de la région du Golfe, une région exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive.

À cet égard, mon pays salue les discussions en cours entre le pays ami de la République islamique d'Iran et le groupe des 5+1 à Genève et à Vienne. Nous sommes satisfaits de l'esprit positif et des idées constructives qui animent ces pourparlers. Nous sommes aussi satisfaits de voir que l'Iran est prêt à échanger du carburant nucléaire et à ouvrir ses installations de Qom aux inspecteurs internationaux. Cette coopération vise à instaurer la confiance dont a besoin la communauté internationale pour éviter des répercussions futures. Nous voulons également réaffirmer la nécessité d'une solution diplomatique pour toute démarche qui pourra être choisie à l'avenir en ce qui concerne le programme. Ma délégation encourage la République islamique d'Iran à poursuivre sa coopération avec l'AIEA dans la transparence totale, afin d'appliquer les articles pertinents aux conditions sine qua non posées par l'Agence et par les résolutions internationales, dans le but de promouvoir et de maintenir la paix et la sécurité dans la région du Golfe et du Moyen-Orient.

Le sommet historique du Conseil de sécurité tenu en septembre (voir S/PV.6191) et son adoption de la

résolution 1887 (2009), est un pas important qui contribue à combattre et prévenir la prolifération des armes nucléaires. Le Koweït appuie fermement cette initiative et appelle tous les États à y adhérer et à adopter l'idée d'un monde sans armes nucléaires.

Pour finir, je ne peux pas ne pas exprimer l'espoir que la communauté internationale continuera d'appuyer l'AIEA et la mise en œuvre non sélective de toutes les conventions sur le désarmement et de toutes les décisions relatives à la non-prolifération et à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

M. Takasu (Japon) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique, M. Mohamed ElBaradei, d'avoir présenté le rapport annuel de l'AIEA. Puisque ce sera la dernière fois qu'il apparaîtra devant l'Assemblée en cette qualité, je voudrais lui exprimer ma profonde reconnaissance pour avoir exercé avec une haute compétence les fonctions de Directeur général de l'AIEA pendant 12 ans et exprime également mes meilleurs vœux à M. Amano qui lui succède.

L'AIEA joue un rôle crucial dans le maintien de la paix et de la sécurité. Elle donne à l'humanité les bénéfices de la technologie nucléaire. Elle vérifie la non-prolifération. Elle fournit des services aux pays en développement. Ces fonctions deviennent de plus en plus importantes.

Le Japon contribue beaucoup, en tant que l'un des pays chefs de file, à promouvoir l'utilisation pacifique de la technologie nucléaire pour les besoins de santé, d'énergie et de développement. Il continuera de faire largement profiter de nombreux pays en développement de ses connaissances scientifiques et technologiques grâce au programme de coopération technique de l'Agence.

L'énergie nucléaire offre de grandes possibilités d'assurer un approvisionnement en énergie propre. En réponse à la demande croissante d'énergie et au changement climatique, le rôle de la production d'énergie nucléaire est en train d'être réévalué, et suscite un intérêt mondial. Il est important de prêter la plus grande attention à ce qu'on désigne par le principe des 3S : garanties, sûreté et sécurité. Le Japon continuera de promouvoir le maintien des 3S en organisant des séminaires régionaux en coopération avec l'AIEA, et en accueillant l'an prochain, en 2010,

une conférence internationale sur la sécurité nucléaire en Asie.

Le Japon a été à l'avant-garde des efforts internationaux pour éliminer les armes nucléaires et assurer la non-prolifération nucléaire, adhérant ainsi aux trois principes non nucléaires. Malheureusement, il reste encore dans le monde un grand nombre d'arsenaux nucléaires et le régime du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est mis à rude épreuve. Nous saluons donc l'adoption au sommet de septembre (voir S/PV. 6191) de l'importante résolution 1887 (2009) du Conseil de sécurité relative à la non-prolifération nucléaire et au désarmement. Cette année, le Japon a de nouveau présenté à l'Assemblée générale un projet de résolution sur l'élimination complète des armes nucléaires. Nous sommes très heureux que la première Commission ait adopté le projet de résolution (A/C.1/64/L.36*) à une majorité écrasante, il y a seulement quelques jours (voir A/C.1/64/PV.21).

La Conférence d'examen du TNP de 2010 est une étape importante pour la prise de nouvelles mesures concrètes. Pour contribuer au succès de la Conférence d'examen, le Japon et l'Australie ont créé ensemble la Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement. Nous espérons qu'elle proposera des recommandations ambitieuses mais réalistes et pratiques qui serviront de base pour renforcer le régime du TNP.

Ces initiatives appuieront les efforts pour renforcer le système de protection de l'AIEA qui est un pilier vital du régime de non-prolifération. Le meilleur moyen de renforcer le système de garanties de l'AIEA est d'universaliser le protocole additionnel. Le Japon va promouvoir activement ce système en accueillant les pourparlers asiatiques sur la non-prolifération et les séminaires de l'AIEA. Nous contribuerons de même au système de garanties par la mise en commun de la technologie de pointe en la matière.

Les programmes nucléaires et de missile de la République populaire démocratique de Corée posent une grave menace à la paix et à la sécurité du Nord-Est de l'Asie et de la communauté internationale. Ces programmes sont totalement inacceptables. Tous les États Membres devraient œuvrer ensemble en vue d'appliquer fermement les résolutions 1718 (2006) et 1874 (2009) du Conseil de sécurité. Nous exhortons la République populaire démocratique de la Corée à prendre des mesures positives, y compris le retour

immédiat à la table des Pourparlers à six, sans conditions préalables afin de respecter l'engagement qu'elle a pris dans la Déclaration commune des Pourparlers à six. Le Japon cherchera à normaliser ses relations avec la République populaire démocratique de Corée par un règlement global de toutes les questions en souffrance.

Le programme nucléaire de l'Iran est une source de préoccupation pour la communauté internationale. Afin de dissiper cette préoccupation et d'instaurer la confiance au niveau international, nous espérons que l'Iran coopérera pleinement avec l'AIEA et respectera véritablement les dispositions des décisions pertinentes du Conseil de l'AIEA et des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Le Japon continue de contribuer à un règlement pacifique et diplomatique de cette question.

La mission vitale de l'AIEA va continuer de prendre de l'importance, et l'Assemblée peut être assurée que le Japon va continuer de jouer un rôle directeur en contribuant aux travaux de l'Agence.

M. Tow (Singapour) (*parle en anglais*) : Après avoir passé plus de 50 ans à faire progresser la cause des « Atomes pour la paix », l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) demeure pertinente dans le monde d'aujourd'hui, peut-être même plus que jamais. Le prix Nobel remis en 2005 à l'Agence et à son Directeur général, M. Mohamed ElBaradei, témoigne du travail extraordinaire accompli par l'Agence pour réaliser les aspirations et relever les défis mondiaux dans le domaine nucléaire.

Singapour s'associe aux autres membres de l'Assemblée générale pour remercier M. ElBaradei et son équipe dévouée du rapport complet qu'ils nous ont présenté et de leur excellent travail et félicite en outre sincèrement M. ElBaradei, dont la mission prendra fin cette année. Nous reconnaissons que l'envergure acquise par l'AIEA est en grande partie le fruit de sa direction dévouée, clairvoyante et avisée des travaux de l'Agence.

Se tournant vers l'avenir, Singapour félicite sincèrement l'Ambassadeur Yukiya Amano, qui deviendra bientôt le premier Directeur général asiatique de l'Agence. Nous sommes convaincus qu'avec sa vaste expérience en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires, il dirigera lui aussi brillamment l'Agence. Il est en mesure d'influer sur le dynamisme nouveau des efforts

déployés pour réaliser un monde exempt d'armes nucléaires.

En particulier, le succès de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, en 2010, pourrait imprimer une plus grande détermination à nos délibérations sur l'avenir de l'Agence. En effet, les ressources et les efforts collectifs de tous les États membres seront nécessaires pour autonomiser l'Agence et lui permettre de faire face aux défis et de saisir les occasions qui se présenteront.

Singapour considère toujours que les trois piliers des travaux de l'Agence – sûreté et sécurité, garanties et vérification, et science et technologie – sont complémentaires et ont la même importance.

Alors que les pays considèrent de plus en plus l'énergie nucléaire comme une option, et que le nombre d'installations nucléaires augmente dans le monde entier, la sûreté et la sécurité nucléaires sont d'autant plus indispensables pour éviter des retombées catastrophiques. Nous souscrivons aux travaux que mène l'AIEA afin d'appuyer les efforts déployés par les États pour assurer les normes les plus élevées en matière de sûreté et de sécurité nucléaires, en établissant des critères adéquats et grâce aux différents instruments, examens par des pairs, missions d'assistance et d'examen de l'AIEA.

Singapour estime que puisque le monde arrive à une époque de renaissance nucléaire, il faut que naisse parallèlement une culture de la sûreté nucléaire. Il importe de redoubler d'efforts aux niveaux régional et national afin de renforcer la confiance au sein de nos sociétés et de faire accepter l'utilisation de l'énergie nucléaire. À cet égard, nous considérons que l'adoption par l'Union européenne d'une directive sur la sûreté nucléaire est un pas important vers la création d'un cadre juridique commun et d'une solide culture de la sûreté en Europe.

Dans notre région, l'Asie du Sud-Est, les besoins énergétiques augmentant, plusieurs pays ont fait part de leur volonté de créer des programmes d'énergie nucléaire ou les ont déjà mis en œuvre. Singapour est entièrement favorable au renforcement de la coopération régionale afin de seconder et de renforcer les efforts internationaux et nationaux dans le domaine de la sûreté et de la sécurité nucléaires.

En mars 2009, l'Energy Studies Institute singapourien a organisé une table ronde régionale d'une journée sur la mise en place d'un avenir nucléaire sûr et viable. Cette table ronde a réuni des responsables politiques et des autorités chargées de la réglementation des pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), et des experts internationaux dans le domaine nucléaire, pour lancer un dialogue ouvert sur l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins civiles et les mesures qui devront par conséquent être prises, notamment pour répondre aux préoccupations de la population concernant la sûreté nucléaire.

Au-delà des efforts des 10 membres de l'ASEAN, Singapour appuie pleinement les efforts déployés par le Réseau asiatique de sûreté nucléaire pour respecter une norme élevée de sûreté nucléaire dans la région asiatique. Singapour a adhéré au Réseau en décembre 2008 et a participé en avril 2009 à sa deuxième réunion sur le dialogue relatif à la stratégie de sûreté nucléaire. Il aura le plaisir d'accueillir en décembre prochain la dixième réunion de son Comité directeur.

Le droit des États d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques doit également être exercé conformément aux obligations des États en matière de non-prolifération. Singapour est intimement convaincue que nous devons faire en sorte que les garanties et le régime de vérification de l'AIEA restent capables de relever de façon crédible et efficace les nouveaux défis posés par le mandat de l'Agence, afin de continuer à fournir des assurances de garanties.

Au niveau national, chaque État doit jouer son rôle. Singapour a progressivement renforcé son cadre législatif pour le mettre en conformité avec le Protocole additionnel et le protocole modifié relatif aux petites quantités de matières, que nous avons ratifié et conclu avec l'AIEA en mars 2008. Il y a peu de temps, nous avons accueilli une visite d'inspecteurs des garanties de l'AIEA, conformément au mécanisme prévu à l'article 8 du Protocole additionnel.

Depuis de nombreuses années, l'AIEA est saisie de plusieurs affaires de vérification. Singapour voudrait remercier et féliciter l'équipe de l'AIEA de sa persévérance, car elle travaille souvent dans des conditions difficiles lorsqu'elle mène ses enquêtes sur ces affaires. À cet égard, nous notons que les chefs d'État et de gouvernement du Mouvement des pays non alignés ont, dans le document final adopté à Charm el-

Cheikh cette année, exprimé leur entière confiance dans l'impartialité et le professionnalisme de l'AIEA.

Le travail discret effectué par l'AIEA pour promouvoir les applications pacifiques des sciences et technologies nucléaires est sans aucun doute le domaine qui a eu la plus grande incidence sur les vies de nombreuses personnes dans le monde en développement, et a ainsi contribué concrètement à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Pourtant, la presse internationale a largement passé sous silence cet aspect des travaux de l'Agence. Cet état des choses doit changer, car les avantages des applications nucléaires sont évidents et nombreux. Ils s'appliquent notamment à la santé humaine en ce qui concerne les diagnostics et les traitements médicaux, à la lutte contre les ravageurs et à de nombreuses applications industrielles, dans les secteurs pétrochimique et minier, l'élevage, les industries agro-alimentaires et l'industrie alimentaire, par exemple.

Si Singapour est heureuse que la coopération technique de l'Agence se soit considérablement développée ces dernières années, du point de vue de la portée comme du nombre d'activités, il reste de la marge à l'Agence pour continuer d'améliorer l'efficacité de ses travaux afin d'aider les pays en développement dans ces régions.

Nous félicitons l'Agence d'avoir créé des partenariats avec des organisations internationales et régionales pour le développement afin de renforcer les synergies. Singapour reste fermement résolue à appuyer le programme de coopération technique de l'AIEA. Nous attendons avec intérêt de continuer à coopérer avec l'Agence, grâce au mémorandum d'accord que nous avons conclu avec elle, dans le cadre d'efforts de communication visant à aider d'autres pays en développement.

Pour terminer, Singapour continue d'appuyer les importants travaux de l'AIEA. Nous demandons instamment à tous les États, en particulier ceux qui ne se sont pas acquittés de toutes leurs obligations et pour lesquels des questions restent en suspens, de coopérer pleinement avec l'Agence pour continuer de renforcer la coopération et la confiance dans le cadre des efforts déployés par la communauté internationale pour renforcer la paix et la sécurité mondiales.

M. Sergeyev (Ukraine) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je souhaite la bienvenue aux nouveaux États

membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) – le Royaume du Cambodge et la République du Rwanda – et je leur souhaite plein succès dans leurs activités au sein de l'Agence. L'élargissement de la composition de l'AIEA est une preuve supplémentaire de l'autorité grandissante de l'Agence.

Nous estimons que l'AIEA est à la tête des efforts internationaux déployés pour mettre en place un avenir nucléaire sûr, et nous sommes extrêmement satisfaits qu'elle continue d'adhérer aux trois piliers principaux de son activité : la sûreté, la technologie et la vérification.

L'Ukraine s'associe aux orateurs qui ont demandé que l'on continue à renforcer l'AIEA et sa capacité à détecter et à empêcher l'utilisation des matières nucléaires à des fins non pacifiques. Nous notons donc avec satisfaction que des débats constructifs ont récemment eu lieu à Vienne dans le cadre du processus à participation non limitée sur l'avenir de l'Agence et le rôle qu'elle doit jouer en 2020 et au-delà.

Le système international de garanties de l'AIEA est une partie essentielle du régime mondial de non-prolifération nucléaire. L'Ukraine estime que les accords de garanties généralisées et les protocoles additionnels constituent la norme de vérification actuelle de l'AIEA. Nous demandons à tous les États d'appliquer les accords de garanties généralisées sans délai et de signer, ratifier et appliquer un protocole additionnel.

En même temps, les défis actuels qui s'opposent aux efforts de non-prolifération ont montré la nécessité d'engager une action collective pour consolider le système international de garanties. Nous notons que ces défis se posent au moment où le système international de garanties fait face à un déséquilibre grandissant entre la mission de l'AIEA et les ressources disponibles. L'Ukraine se félicite de l'Initiative concernant les garanties de prochaine génération (Next Generation Safeguards Initiative) prise par les États-Unis en 2008, destinée à mettre au point des politiques, concepts et technologies et à mettre en place des infrastructures pour répondre à ces défis, et elle est disposée à participer à sa mise en œuvre.

Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) reste la pierre angulaire du régime de non-prolifération nucléaire mondial, la base essentielle

de la poursuite du désarmement nucléaire et le développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Nous avons été encouragés par les résultats de la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2010 et espérons que la Conférence adoptera une série de mesures consensuelles, concrètes et efficaces pour renforcer les efforts internationaux contre la menace de la prolifération nucléaire, poursuivre le désarmement nucléaire conformément à l'article VI du Traité et assurer le développement responsable des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. L'Ukraine, en tant que Présidente de la Grande Commission II de la Conférence, continuera à contribuer activement à tous les efforts liés au TNP en œuvrant pour que la Conférence soit un succès.

L'Ukraine accorde la plus haute importance à la question de la garantie de la sûreté nucléaire et souligne le rôle important que joue l'AIEA dans le renforcement du cadre mondial de sûreté nucléaire. Il importe que tout développement d'énergie nucléaire ait lieu dans des conditions de sûreté, de sécurité et de non-prolifération optimales. La coopération internationale est à notre avis essentielle pour obtenir ces conditions et nous demandons à tous les pays – y compris ceux qui envisagent l'option de l'énergie nucléaire à des fins civiles pour la première fois – de coopérer avec l'Agence et d'appliquer ses recommandations. À ce propos, nous estimons essentiel que les États membres qui ne l'ont pas encore fait deviennent partie à la Convention sur la sûreté nucléaire, aux conventions sur la notification et l'assistance et à la Convention commune.

Un autre programme de la plus grande importance pour l'AIEA est la sécurité nucléaire. L'Ukraine appuie les activités de l'AIEA dans ce domaine et se félicite du Plan sur la sécurité nucléaire pour 2010-2013 récemment adopté, qui établit les priorités de l'Agence pour les années à venir. Nous félicitons l'Agence pour l'assistance qu'elle a fournie à l'Ukraine pour l'exécution de projets spécifiques, et nous appelons tous les États membres de l'AIEA à continuer d'apporter leur aide financière au Fonds pour la sécurité nucléaire. Nous exhortons également tous les États à devenir parties à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et son Amendement.

Nous apprécions au plus haut point les résultats du Programme de coopération technique de l'AIEA.

Prenant note dans son dernier rapport annuel que les États membres ont continué à manifester un intérêt croissant pour les programmes d'énergie nucléaire, l'Agence s'est concentrée, à juste titre, sur le développement des applications nucléaires. Elle a continué parallèlement à mettre en place des projets dans six grands secteurs d'applications non nucléaires. À ce propos, nous encourageons l'Agence à appuyer fermement la coopération régionale.

La santé humaine reste la seule grande priorité dans toutes les régions, ce qui représente 27 % du budget total de l'AIEA afin de répondre aux besoins pressants de développement des pays les plus pauvres de la planète. Je voudrais rappeler que l'année dernière, l'Ukraine a accueilli 12 manifestations régionales et interrégionales portant sur ce domaine ou sur des domaines connexes.

Dans ce domaine, l'Ukraine considère comme particulièrement importants les problèmes de gestion des déchets radioactifs rencontrés pendant le déclassement de la centrale nucléaire de Tchernobyl et la transformation du sarcophage en un système sûr, ne présentant pas de risques pour l'environnement. L'Agence a continué de fournir de l'aide pour la dépollution des territoires contaminés par des éléments radioactifs en Ukraine. Les résultats des récents travaux de l'AIEA dans ce domaine – notamment la tenue d'un séminaire sur la troisième décennie de coopération et d'actions pour le relèvement économique des territoires touchés par la catastrophe de Tchernobyl – ont jeté les fondements du Plan d'action de l'ONU pour Tchernobyl jusqu'en 2016. Nous espérons que l'intérêt de l'Agence pour la question de Tchernobyl ne faiblira pas, étant donné qu'elle reste un problème pour l'ensemble de la communauté internationale.

Pour terminer, je voudrais saisir cette occasion, au nom de la délégation ukrainienne, pour féliciter M. Yukiya Amano de sa nomination au poste de Directeur général de l'AIEA et pour lui souhaiter plein succès dans la direction de l'Agence. Nous souhaitons également rendre hommage au travail accompli par le Directeur général sortant, M. Mohamed ElBaradei, reconnu par le prix Nobel, et le secrétariat de l'Agence.

Enfin, je tiens à déclarer que l'Ukraine appuie pleinement le projet de résolution A/64/L.7, intitulé « Rapport de l'Agence internationale de l'énergie

atomique », et continuera de participer activement aux activités de l'AIEA.

M. Midekssa (Éthiopie) (*parle en anglais*) : C'est un grand honneur et un immense plaisir pour moi que de prendre la parole à l'Assemblée au nom de ma délégation sur l'important point de l'ordre du jour dont nous sommes saisis. Je commencerai par adresser ma profonde appréciation et gratitude au Directeur général sortant de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Mohamed ElBaradei, pour son rapport instructif sur les travaux de l'Agence. Je voudrais également exprimer mon sincère respect pour les qualités de direction inestimables dont il a fait preuve pendant 12 ans, et pour ses efforts visant à répandre l'utilisation pacifique des technologies nucléaires dans le monde entier.

En outre, mes plus chaleureuses félicitations vont à l'Ambassadeur Yukiya Amano pour sa nomination en tant que nouveau Directeur général de l'AIEA. Je voudrais aussi l'assurer de la pleine coopération de mon pays et de notre plein appui à ses efforts, en vue d'atteindre les objectifs de l'Agence en matière de promotion et de transfert des technologies nucléaires à des fins sûres et pacifiques.

Comme nous le savons tous, l'AIEA œuvre à la réalisation de la vision des « atomes pour la paix » depuis sa création. En tant que membre fondateur de l'Agence, l'Éthiopie a toujours attaché, et continuera d'attacher, une grande importance au maintien de la paix et de la sécurité mondiales en rapport avec le domaine spécifique du mandat confié à l'Agence.

En ce qui concerne l'utilisation de l'énergie nucléaire, j'ai le plaisir d'informer cette Assemblée que l'Éthiopie s'est engagée dans un certain nombre de projets nationaux et régionaux qui utilisent les technologies nucléaires pour régler divers problèmes de développement socioéconomique dans les domaines de l'agriculture, de la santé, du développement des ressources hydriques et de la planification énergétique. En effet, non seulement le nombre de projets nationaux actifs augmente d'année en année, mais leur contenu et leur dimension se transforment considérablement. L'Éthiopie est à la recherche d'une approche centrée sur des domaines de grande importance qui soient bénéfiques aux objectifs de développement socioéconomique.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a pris des mesures

prometteuses afin de renforcer la pertinence et l'efficacité de ses activités, notamment par l'intermédiaire de sa division mixte avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, importante pour les pays en développement et les pays les moins avancés en particulier. La Division mixte FAO/AIEA des techniques nucléaires dans l'alimentation et l'agriculture a particulièrement contribué à créer une synergie entre les deux organisations. L'Éthiopie se félicite de la décision de la FAO de maintenir la Division mixte FAO/AIEA. Par conséquent, nous appelons à renforcer ce partenariat utile entre ces deux organisations internationales.

Nous sommes aussi fermement convaincus qu'il faut accorder des ressources adéquates et prévisibles aux programmes de l'Agence, et, ce qui est plus important, allouer de façon équilibrée ces ressources aux activités de l'Agence relatives aux garanties, à la sûreté nucléaire et à la coopération technique. En effet, le Programme de coopération technique joue un rôle crucial dans le transfert des technologies nucléaires aux États en développement qui sont membres de l'Agence.

Comme on le sait, la mission ultime de l'Agence et de ses États membres est de créer un monde exempt d'armes nucléaires grâce à la mise en œuvre des principes directeurs et des traités internationaux pertinents. Le Traité de Pelindaba est une indication claire de la volonté des États d'Afrique d'accroître la transparence et la coopération entre eux. Nous appelons donc tous les États africains membres à poursuivre sur cette lancée en ratifiant le Traité de Pelindaba en vue de son application universelle.

En tant que membre fondateur de l'Agence, l'Éthiopie tient à réitérer qu'elle est tout acquise aux utilisations pacifiques des technologies et des applications nucléaires. À cet égard, il est important de souligner qu'en fin de compte, la non-prolifération nucléaire ne pourrait conduire à un monde exempt de menace nucléaire que si tous les pays dotés de l'arme nucléaire prenaient en même temps des mesures de désarmement véritable.

En conclusion, permettez-moi de réitérer nos sincères remerciements et notre reconnaissance à l'AIEA, et particulièrement à ses responsables, pour leur volonté résolue de renforcer les activités de coopération technique entre l'Agence et mon pays, qui sont d'une importance cruciale. Je tiens également à

assurer l'Assemblée que l'Éthiopie, outre qu'elle honore ses obligations internationales en sa qualité d'État membre, continuera à faire tout ce qui est en son pouvoir pour promouvoir sa coopération avec l'Agence.

M. Li Yang (Chine) (*parle en chinois*) : La délégation chinoise voudrait remercier le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Mohammed ElBaradei, pour son rapport sur les activités de l'AIEA au cours de l'année passée. Nous nous félicitons du rôle important joué par l'AIEA dans la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et la prévention de la prolifération des armes nucléaires.

Je saisis cette occasion pour rendre hommage à M. ElBaradei, qui quittera ses fonctions bientôt. Ces 12 dernières années, en sa qualité de Directeur général de l'AIEA, M. ElBaradei a démontré des qualités exceptionnelles de dirigeant, en s'acquittant fidèlement de son mandat tel que défini dans le Statut de l'AIEA avec objectivité, impartialité et professionnalisme, et a beaucoup contribué à promouvoir l'énergie nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires. Entre-temps, je voudrais féliciter l'Ambassadeur Yukiya Amano pour son élection en tant que nouveau Directeur général de l'Agence. La Chine se réjouit de poursuivre sa coopération étroite avec le nouveau Directeur général et le secrétariat.

La Chine a noté qu'au cours de l'année passée, l'AIEA a mené beaucoup d'activités fructueuses pour promouvoir l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques grâce à des programmes sur l'énergie nucléaire, les applications nucléaires et la coopération technique. L'Agence a activement aidé les États membres à renforcer leur sûreté et leur sécurité nucléaires et a continué de jouer un rôle important dans la non-prolifération des armes nucléaires. L'année dernière, l'Agence a appliqué des garanties dans 163 États. Elle a déployé des efforts constants pour conclure des protocoles additionnels avec davantage d'États, renforcer l'efficacité et améliorer l'efficacité des garanties. L'AIEA a aussi joué un rôle constructif en se penchant sur certaines questions nucléaires régionales. La Chine tient à remercier l'Agence pour ses efforts et ses réalisations dans ces domaines.

Le développement économique, le changement climatique et les besoins en matière d'énergie ont conduit de plus en plus de pays à chercher à développer

l'énergie nucléaire. Parallèlement, le renforcement du régime de non-prolifération et la prévention de la prolifération des armes nucléaires sont des questions importantes qui préoccupent beaucoup la communauté internationale. La Chine estime que l'AIEA devrait adopter une approche équilibrée face à ces deux catégories d'activités, en mettant l'accent sur les points suivants.

Premièrement, elle doit exploiter au maximum ses compétences et augmenter la contribution des programmes de coopération technique afin d'aider les États membres à développer l'énergie nucléaire et les applications nucléaires et promouvoir la coopération internationale en la matière. Deuxièmement, elle doit prendre des mesures concrètes pour renforcer l'efficacité et améliorer l'efficience des garanties et promouvoir l'universalité des protocoles additionnels afin de prévenir vraiment la prolifération des armes nucléaires. Troisièmement, elle doit promouvoir davantage la culture de sûreté nucléaire et la mise en place de réglementations et d'un système de garanties pour la sûreté nucléaire, et continuer à aider les États membres à mettre en place des systèmes de sécurité nucléaire adéquats et efficaces afin d'améliorer la capacité collective de prévention et de lutte contre le terrorisme nucléaire. Quatrièmement, elle doit continuer de jouer un rôle constructif dans la promotion du règlement pacifique des questions nucléaires régionales. Cinquièmement, elle doit faciliter les discussions sur les assurances multilatérales en matière d'approvisionnement en combustible nucléaire afin de rechercher un consensus de toutes les parties sur la question.

En avril dernier, le Gouvernement chinois et l'AIEA ont conjointement organisé à Beijing la Conférence ministérielle internationale sur l'énergie nucléaire au XXI^e siècle, qui a été couronnée de succès. Les participants ont échangé données d'expérience et points de vue, ont exploré diverses stratégies et idées pour le développement durable de l'énergie nucléaire à l'avenir et sont parvenus à un large consensus.

Comme toujours, la Chine continuera de soutenir l'Agence et de collaborer avec les autres États membres et le Secrétariat pour que les activités de l'Agence continuent à progresser.

M. Tarar (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je voudrais rendre hommage au Directeur général de

l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), S. E. M. Mohammed ElBaradei, qui a dirigé l'Agence brillamment et avec dévouement pendant toute la période durant laquelle il a exercé ses fonctions. Nous adressons également nos chaleureuses félicitations à Son Excellence l'Ambassadeur Yukiya Amano pour son élection au poste exigeant de Directeur général. Nous sommes convaincus que sa vaste expérience lui sera très utile pour renforcer le rôle de l'AIEA dans la promotion de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire de façon impartiale et professionnelle, en étant sensible aux besoins et aux attentes de tous les États membres, en particulier des pays en développement qui ont des programmes plus modestes.

Le rôle irremplaçable de l'AIEA en tant que point de convergence des efforts pour la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire dans le monde revêt plus d'importance du fait de la demande mondiale croissante d'énergie, de la pénurie inquiétante des réserves de combustibles fossiles et d'une plus grande prise de conscience des divers problèmes écologiques qui en résultent. Le fonctionnement adéquat et sûr des centrales nucléaires a conduit à un regain d'intérêt pour l'énergie nucléaire après plus de 20 ans. Il est important d'encourager cette croissance probable, sinon nous risquons de laisser passer cette occasion. Ainsi, cette promesse s'accompagne d'un énorme défi, non seulement pour l'industrie nucléaire, mais aussi pour l'Agence, qui est censée jouer un rôle de chef de file dans la promotion de l'accès à la technologie, aux matières et aux équipements nucléaires.

Afin de permettre à chaque État d'exercer son droit aux applications pacifiques de la technologie nucléaire, en particulier la production d'énergie nucléaire, il faut définir des critères universels et non discriminatoires pour la coopération internationale. Dans ce processus, les principes devraient prendre le pas sur les perceptions. Une telle approche permettrait de renforcer le régime de non-prolifération. C'est le moment de nous rappeler la mission de l'Agence, selon laquelle l'AIEA :

« assiste les États Membres, dans le contexte des objectifs sociaux et économiques, à élaborer des plans et à utiliser la science et la technologie nucléaires à des fins pacifiques, y compris la production de l'électricité, et facilite le transfert viable de cette technologie et de ces connaissances aux États membres en développement. »

Il est clair que le Statut de l'AIEA est fondé sur la notion que l'application des garanties et des mesures de sûreté est une fonction concomitante de la promotion et du transfert sûr de la technologie nucléaire à des fins pacifiques. Par conséquent, pour une bonne mise en application de ce Statut, il faut maintenir un équilibre entre les activités de promotion de l'Agence et ses activités relatives à la vérification et à la sécurité nucléaire. Les circonstances semblent avoir conduit l'Agence et ses organes chargés de l'élaboration des politiques à accorder plus d'attention à ces dernières activités. Il faut veiller à ce que cette tendance n'empêche pas l'Agence d'accomplir sa fonction principale définie par le Statut, qui est de promouvoir l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, étant donné surtout que de nombreux pays en développement ont l'ambition de lancer des programmes d'énergie nucléaire et comptent sur l'Agence pour les y aider.

Son programme de coopération technique est le principal outil de l'Agence lui permettant de s'acquitter de ses fonctions de promotion. Ce programme a apporté des résultats concrets à de nombreux États membres en développement. Les programmes de l'AIEA portant sur la mise en valeur des ressources humaines, les services d'experts, les bourses, les cours de formation et la fourniture de matériel sont des éléments clefs des activités de coopération technique qui garantissent leur effet et leur viabilité.

Au Pakistan, nous avons grandement profité de tels échanges, non seulement dans le domaine de l'énergie nucléaire, mais également pour ce qui est d'autres applications pacifiques de la technologie nucléaire, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'hydrologie, de la médecine et de l'industrie. Nous louons et appuyons les efforts déployés par l'Agence en vue d'améliorer la qualité de ses programmes de coopération technique et de les rendre compatibles avec les exigences et les besoins changeants des États Membres, en dépit des contraintes budgétaires.

Il va sans dire que ces activités devraient être renforcées en leur accordant des ressources suffisantes et en améliorant sans cesse leur efficacité. Pour sa part, le Pakistan continuera d'apporter sa contribution en faisant part de son expérience, en offrant des formations dans ses centres d'enseignement, de

recherche-développement à ceux qui le demandent et en fournissant des services d'experts.

Le Pakistan défend depuis longtemps l'idée d'utiliser la technologie nucléaire au service du progrès et de la prospérité. Je tiens à faire remarquer à cette Assemblée que le Pakistan a signé un contrat pour la construction de sa première centrale nucléaire au milieu des années 60, à une époque où très peu de pays en développement avaient pensé à utiliser l'énergie nucléaire. Cette centrale, qui a été reliée au réseau en 1972, fonctionne toujours et nous veillons à satisfaire tous les besoins nécessaires à la partie initiale du cycle de combustible.

Toutefois, notre deuxième centrale, la centrale 300 MW C-1, a été commandée avec un peu de retard en 2000. L'Agence a joué un rôle très important de soutien pour évaluer les plans et la sûreté d'exploitation de cette centrale. Notre troisième centrale, la centrale C-2, va bientôt être terminée. Le Pakistan demande à l'Agence et aux pays développés de l'aider alors qu'il élabore son programme d'énergie nucléaire afin que cette source propre d'énergie électrique puisse être exploitée par un pays où l'énergie fait cruellement défaut.

Bien que l'énergie nucléaire ait été à la base de ses efforts, le Pakistan a également mis au point des programmes portant sur l'application des rayonnements ionisants et d'isotopes radioactifs dans les domaines de l'agriculture et de la médecine dans l'intérêt de sa population. Un exemple caractéristique est celui des 13 centres médicaux nucléaires que la Commission de l'énergie atomique du Pakistan dirige dans l'ensemble du pays et où, chaque année, près d'un demi-million de patients reçoivent des services de diagnostic et de soins, pour la plupart gratuits. Cinq autres centres de ce type sont en construction.

Au moment où il lançait son programme de développement de l'énergie atomique, le Pakistan a reconnu qu'il était d'une importance cruciale de garantir la sécurité et la sûreté nucléaires. Dans ces domaines, le Pakistan s'efforce toujours de suivre les normes et les pratiques internationales existantes et a basé sa réglementation nationale sur les normes de sécurité nucléaire de l'AIEA. Les documents de référence de l'Agence sur la protection des installations et des matières et sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives sont utilisés comme base pour les inspections et les mises en œuvre.

En tant qu'État partie, le Pakistan s'acquitte de ses obligations au titre de la Convention sur la sûreté nucléaire, la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire, et la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique. Le Pakistan participe activement aux activités et aux programmes de l'Agence relatifs à la sûreté et à la sécurité nucléaires.

Par conséquent, tout en recevant une assistance fort précieuse de l'AIEA et des États membres, il échange également des données d'expérience et des ressources avec ces derniers. Le Pakistan contribue également aux bases de données de l'AIEA telles que la Base de données sur le trafic nucléaire, l'Échelle internationale des événements nucléaires et le Système de notification des incidents.

Je tiens ici à réaffirmer le ferme attachement du Pakistan à la non-prolifération nucléaire. Le Pakistan a

réussi à démontrer qu'il respectait les garanties de l'Agence. Suivant en cela les normes internationales, nous améliorons sans cesse nos contrôles des exportations de biens, de technologies et d'installations. Le Pakistan estime que le régime de non-prolifération mondial doit être renforcé sur la base d'engagements moraux, politiques et internationaux.

Je suis sincèrement reconnaissant à l'Agence de son assistance fort précieuse dans les domaines de la technologie nucléaire, de la sûreté et de la sécurité. Ma délégation pense aussi que l'Agence devrait lancer de nouvelles initiatives afin de faciliter la construction de centrales nucléaires dans les États membres, sans discrimination. Cela contribuerait à la croissance économique des pays concernés et la croissance économique pour tous est le véritable catalyseur dont nous avons besoin pour éliminer les menaces qui pèsent sur nous aujourd'hui.

La séance est levée à 13 h 5.